

LA GAUCHE FRANÇAISE S'EN PREND AU CAMP DE MACRON

« L'escalade contre l'Algérie est inacceptable »

LIRE EN PAGE 2

SITUATION EN SYRIE ET AU MOYEN-ORIENT

L'axe Alger - Riyad prend les devants

En prévision d'un prochain débat de haut niveau sur la Syrie et le Moyen-Orient que présidera l'Algérie au Conseil de sécurité, les deux pays, qui forment un axe important sur ce plan, se concertent.

LIRE EN PAGES 3



Ph : DR

PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE



Tebboune reçoit le chef du MSP

p3

PROLONGATION DU CONGÉ DE MATERNITÉ

Mouloudji dévoile les détails

p4

LES COURSES EN DIRECT

HIPPODROME BAZER SAKHRA -
EL EULMA, CET APRÈS-MIDI À 15H30

**Entre
spécialistes du
1 300 mètres**

p21

De l'or pour nos jeunes

On va encore irriter les jaloux. Tant pis, ce sont les faits. L'Algérie regorge de richesses naturelles. Notre ministre d'État, ministre de l'Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables, Mohamed Arkab, qui répondait à une question d'un député à l'Assemblée nationale, a annoncé que « 93 nouveaux sites ont été identifiés dans le cadre de l'exploration artisanale de l'or, répartis sur les wilayas de Tamanrasset, In Guezzam et Tindouf ». D'autres « explorations de nouveaux indices aurifères dans les wilayas de Tamanrasset, Djanet, Tindouf, Adrar, In Guezzam et Bordj Badji Mokhtar se poursuivent ». Il a aussi annoncé que des « explorations de pierres semi-précieuses telles que Béryl, Topaze, Corindon, Piézo Quartz et Grenat dans les régions du Hoggar à Tamanrasset, Djanet, In Guezzam et Bordj Badji Mokhtar » sont en cours. Mais

restons dans les gisements d'or. Les nouveaux sites découverts seront attribués aux jeunes algériens. L'objectif prévu dans la nouvelle stratégie adoptée par l'État algérien consiste dans « l'octroi de permis d'exploitation artisanale de l'or et l'organisation de formations en la matière au profit des micro-entreprises ». Tout en éliminant « l'exploitation illégale de cette richesse minière ». C'est le rôle de la police des mines mise en place à cet effet. Ces 93 nouveaux gisements viennent s'ajouter aux « 222 permis d'exploitation artisanale » attribués à nos jeunes depuis 2021. Ils ont également permis la création de 1500 postes d'emplois. Commentant cette exploitation artisanale de l'or, Arkab a souligné qu'elle fait partie des « priorités du secteur, en raison de son rôle important dans le développement durable dans les wilayas du Sud, sa contribution au développement économique et la création d'emploi, notamment en faveur des jeunes ». L'Algérie peut se permettre d'être généreuse

avec ses enfants, vu qu'elle détient la première place en Afrique avec ses 174 tonnes de réserves d'or. Dans le monde arabe, elle est en troisième position après l'Arabie saoudite et le Liban. Au plan mondial l'Algérie est 26^{ème}, juste après la Belgique. Dans ce classement on apprend que la France est 4^{ème} avec 2437 tonnes d'or alors qu'elle ne dispose d'aucun gisement sur son territoire depuis la fermeture de la mine de Salsigne en 2004 et dont il a été extrait, en tout et pour tout, 120 tonnes d'or depuis son ouverture en 1892. Une richesse tirée de ses anciennes colonies. Autre point significatif, Nicolas Sarkozy a vendu près de 600 tonnes de ce stock d'or. La Cour des Comptes l'avait épinglé car le déficit français n'a cessé d'augmenter. Une affaire franco-française. Quant à notre sous-sol qui est un véritable trésor en pierres précieuses, en pétrole et en gaz, nos exportations hors hydrocarbures, notre Centre de développement des technologies avancées (CDTA) et sa production de puces, etc., on comprend mieux pourquoi l'objectif du président Tebboune d'atteindre un PIB de 400 milliards de dollars en 2027, est réaliste. Comme on comprend mieux les convulsions de nos ennemis !

Zouhir Mebarki

LE GROUPE PARLEMENTAIRE LFI-NFP RECADRE MACRON ET SES MINISTRES

« La campagne de haine contre l'Algérie est inacceptable »

La campagne de haine menée contre l'Algérie par la France officielle et ses relais non officiels qui se recrutent surtout dans la sphère de l'extrême-droite et des nostalgiques de la « France à papa » commence à irriter la classe politique, sensée, qui estime que le clan présidentiel, sentant sa mort politique prochaine, tente par la diversion de détourner l'attention des électeurs des véritables problèmes qui risquent de s'exacerber dans les prochains jours. Ph. DR



Dans ce cadre, le groupe parlementaire, la France insoumise (LFI)- nouveau front populaire (NFP), un bloc de gauche dans l'assemblée française a rendu public un communiqué où il affirme que, « depuis quelques jours plusieurs ministres ou dirigeants du camp présidentiel s'emploient à créer une escalade d'agressivité irresponsable contre l'Algérie. Tous les prétextes semblent bons. Certains dirigeants français jouent une absurde logique de revanche sur l'Algérie et utilisent un vocabulaire guerrier totalement inacceptable. Ce ton est insupportable pour des millions de Français intimement liés au bonheur commun de nos deux peuples ».

Le communiqué revient sur les motifs de cette escalade de la France coloniale en rappelant au ministre de l'intérieur Bruno Retailleau l'obligation, constitutionnelle du

respect des personnes. « Le différend entre la France et l'Algérie au sujet de l'expulsion de l'influenceur algérien Boualem, ne doit pas se régler autrement que par l'application du Droit. S'ils sont confirmés, ses propos appelant à la violence notamment contre un opposant au régime algérien sont inacceptables. Mais ils ne peuvent conduire à priver le mis en cause de ses droits. En toute circonstance, la France doit être respectueuse du droit des personnes. Aucune situation particulière ne doit servir d'alibi à une volonté de détérioration supplémentaire des liens entre nos deux pays. La manière dont Bruno Retailleau, qui s'est illustré depuis son entrée au gouvernement par ses attaques contre l'État de droit ou pour réhabiliter la colonisation, entretient l'escalade et tente de forcer la confrontation et est aussi abjecte qu'irresponsable ».

A propos de la surenchère que veulent

entretenir certains autour de l'accord de 1968 qui régit la circulation et l'installation entre l'Algérie et la France et que le président de la République Abdelmadjid Tebboune avait qualifié, il y a environ deux mois, lors de l'entretien qu'il avait accordé aux représentants de la presse nationale, d'épouvantail et de coquille vide, le groupe LFI-NFP précise : « l'accord franco-algérien de 1968, qui régit les conditions de circulation et d'installation entre nos deux pays et auquel s'en sont pris Éric Ciotti comme Gabriel Attal, a déjà été complètement vidé de sa substance depuis cette époque. Les attaques contre lui ne servent qu'à alimenter des fantasmes irresponsables et blessants pour nos deux peuples ».

« INDÉSIRABLE FRANCE EN AFRIQUE »

Plus critique, le document évoque le « désamour » que subit ces derniers temps la France qui se voit déclarée indésirable dans

ses anciennes colonies par la faute des propos hautains de ses officiels notamment le président Emmanuel Macron qui avait poussé son culot jusqu'à suggérer aux africains de remercier la France pour son action civilisatrice dans le continent. « Avec l'Algérie, comme avec d'autres pays d'Afrique, le renoncement à toute posture de domination néocoloniale est la base de toute relation équilibrée c'est-à-dire égalitaire et respectueuse de chacun. Après avoir fait repousser la France de partout sur le continent africain, ce pouvoir veut-il opposer à présent notre propre peuple avec tous nos proches voisins et parents par des provocations qui l'affligent et dont il ne veut pas ? » Le groupe parlementaire qui s'est vu spolié de sa victoire lors des dernières législatives par un coup de Jarnac du président Macron qui a refusé l'idée de la démission et même celle de la cohabitation avec un gouvernement issu du Nouveau Front Populaire conclue son communiqué en affirmant : « nous exprimons notre inquiétude et notre très vive opposition à cette escalade insupportable pour des millions de familles françaises qui vivent une relation directe d'affection et de fraternité respectueuse avec le peuple algérien. La guerre est finie depuis soixante-deux ans. Nos peuples peuvent-ils avoir enfin le droit à une relation normale, faite de respect mutuel et de relations apaisées ? ».

C'est une réponse cinglante et qui ne souffre d'aucune ambiguïté de la France qui veut entretenir des relations avec l'Algérie et les anciennes colonies françaises, à l'extrême droit, aux nostalgiques et au président Macron qui s'est éloigné de l'accord de partenariat renouvelé conclu lors de sa dernière visite en Algérie au mois d'août 2022 et qui semble aujourd'hui dépassé tant la France officielle qui s'est acquinée avec l'extrême droite est aujourd'hui titillée par ses vieux démons.

Slimane B.

UNE ENQUÊTE MET LA LUMIÈRE

Pourquoi la France est « délogée » de l'Afrique !

Le rejet de la politique française en Afrique est "massif, presque unanime", révèle une enquête menée, dans les réseaux militants de six pays africains, par le mouvement international Tournons La Page (TLP) en partenariat avec le Centre de recherches internationales (CERI) de Sciences Politiques à Paris.

"Le départ des forces armées françaises du Mali, du Burkina Faso et du Niger, les manifestations publiques contre la présence française au Sahel mais aussi au Sénégal, ou au Tchad, rappellent à celles et ceux qui en doutaient encore que les relations France-Afrique sont à un point de rupture", souligne l'enquête, soutenant même qu'"il n'est plus de statu quo possible". Interrogés sur leur perception de l'action politique, diplomatique et économique de la France en Afrique, ces militants de la société civile du Bénin, Cameroun, Côte d'Ivoire, Gabon, Niger et Tchad ont réaffirmé leur puissant désir d'émancipation et de souveraineté, soulignant que la rupture avec la France "est là, profonde" et pour certains irréversible. Pour beaucoup de personnes interrogées, "la France est incapable d'écouter les critiques et d'opérer un changement de stratégie". C'est pourquoi, un participant du Niger pense que "la France peut changer à une seule condition, que l'Afrique la mette dehors". Rejetant à l'unanimité, l'expression "sentiment anti-français", largement utilisée par les médias et responsables politiques français, les personnes interrogées jugent "nécessaire" d'affirmer une "distinction très nette" entre la critique de l'Etat ou

des décideurs français et la relation avec les citoyens français. "Il n'y a même pas un sentiment anti-français, c'est un sentiment anti-françafrique que je développe depuis beaucoup d'années déjà, c'est un sentiment contre la politique malsaine de la France en Afrique", a déclaré un participant du Tchad. L'enquête dévoile, en outre, l'ancrage dans des faits précis, de ce rejet de la politique de l'Etat français qui est revenu dans de nombreux ateliers auxquels ont participé une cinquantaine de militants. "Le sentiment, il n'est pas (...) pour les Français. Il est sur ces politiques qu'ils ont établies avant l'indépendance et à travers lesquelles ils ont emmené nos dirigeants de cette époque-là, à signer ces différents contrats contre nous, que nous dénonçons aujourd'hui à travers nos différentes contributions sur le plan scientifique et autres", a expliqué un participant à un atelier organisé au Cameroun. L'enquête relève aussi la quasi-absence de références aux violences coloniales dans les discussions et montre que le rejet de la politique africaine de la France "s'ancre avant tout dans des réalités très contemporaines".

L'INTERVENTION FRANÇAISE AU SAHEL EST UN ÉCHEC

Par ailleurs, l'étude montre que l'intervention française au Sahel est très largement perçue comme un échec. Selon cette étude, l'opinion dominante au sein des panels est que le déploiement des troupes françaises, et plus largement les interventions militaires extérieures, "ne contribuent pas à résoudre le conflit et participent, au contraire, à la détérioration de la situation

sécuritaire". "Dans la plupart des cas où la France a été présente, on n'a pas vu de stabilité. En Centrafrique, au Mali, au Burkina, rien qu'à l'évocation de) ces exemples la réponse est évidente", a fait remarquer un participant à un panel au Gabon.

Un autre, au Cameroun, évoque "une bellicisation généralisée dans ces zones où la France est présente". "Nous avons des guerres permanentes", a-t-il ajouté. Les personnes interrogées questionnent les raisons d'un tel enlèvement. Certains suggèrent un agenda caché et une complicité avec les "terroristes", affirmant que les soldats français soutiennent des groupes armés et profitent que ces derniers sèment le désordre pour piller les ressources. Selon l'enquête, "l'incapacité des Occidentaux en général et de la France en particulier à répondre réellement aux demandes des armées africaines est vécue comme une nouvelle preuve de leur duplicité ou comme un moyen de pérenniser la présence des troupes étrangères". Ce rejet des opérations extérieures françaises s'étend aux bases françaises permanentes, pour différents motifs: "C'est, en premier lieu, une question de souveraineté bafouée, notamment en raison des largesses accordées aux troupes stationnées", explique cette enquête, soutenant que les bases françaises sont surtout perçues comme "destinées à protéger les intérêts de la France et des dirigeants choisis par Paris, pas ceux des populations. Sur un autre plan, l'enquête note que la contestation des intérêts économiques de la France en Afrique - qui n'est pas chose nouvelle - a repris

de la vigueur durant la dernière décennie". "C'est sans doute au Gabon, où plus des deux tiers des répondants considèrent que la France a une influence économique très importante, que cette mainmise est le plus fortement ressentie", ajoute l'étude. Sans surprise, le franc CFA cristallise les débats autour de l'influence française, alors que la monnaie est unanimement considérée comme un "marqueur essentiel" de souveraineté. "Le nœud de l'économie, c'est la monnaie", résume ainsi un participant tchadien. En matière de droits humains et de démocratie, la France est accusée par les réseaux militants des six pays africains de

pratiquer une politique du double standard vis-à-vis de l'Afrique, en raison de ses "condamnations à géométrie variable" et son "manque de cohérence". La France et plus largement l'Occident est accusé également de "dégrader, imposer ou pervertir" les valeurs africaines par l'imposition de la "théorie du genre" et la défense des minorités sexuelles. De manière générale, l'enquête quantitative dépeint l'Etat français comme "peu fiable" dans la presque totalité des domaines, y compris en matière de défense de la démocratie, avec les trois quarts des répondants qui ne lui font pas confiance sur cet aspect.

R. N. /APS

LA QUESTION A ÉTÉ ÉVOQUÉE PAR MOHAMED MÉZIANE ET L'AMBASSADEUR DE CUBA

Les Radios algérienne et cubaine signeront un accord de coopération

Le ministre de la Communication, M. Mohamed Meziane, a reçu l'ambassadeur de Cuba à Alger, M. Hector Igarza Cabrera, qui lui a rendu une visite de travail et d'amitié, a indiqué un communiqué du ministère.

En effet, cette rencontre a permis aux deux parties de « passer en revue l'état et les perspectives des relations bilatérales entre l'Algérie et Cuba, ainsi que les moyens de les promouvoir en vue de renforcer la coopération entre les deux pays », a précisé le communiqué. À cette occasion, les deux parties ont évoqué « les accords signés entre l'Algérie et Cuba dans le domaine de l'information, notamment l'accord conclu, en 2023, entre Algérie Presse Service et son homologue cubaine Prensa Latina, pour l'échange de nouvelles et de contenus médiatiques, et l'accord conclu, la même année, entre l'Établissement public de Télévision et son homologue cubain », a ajouté la même source. À noter que, l'accord qui sera bientôt signé entre la Radio algérienne et son homologue cubaine a également été évoqué. Au terme de la rencontre, les deux parties sont convenues d'œuvrer de concert au renforcement des relations bilatérales dans le domaine médiatique », a conclu le communiqué

L. Zeggane

SITUATION EN SYRIE ET AU MOYEN-ORIENT

L'axe Alger – Riyad prend Les devants

Les conclusions de la Réunion de Riyad sur la Syrie, tenue le 12 janvier 2025, ont fait l'objet d'entretiens entre le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, et le ministre des Affaires étrangères d'Arabie saoudite, Faisal bin Farhan Al Saoud, dont il a reçu un appel téléphonique, hier.



Ph: DR

Un communiqué du ministère indique que les entretiens ont porté également sur les préparatifs en prévision du débat de haut niveau sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne, qui sera organisé dans le cadre de la présidence algérienne du Conseil de sécurité des Nations unies. La position de l'Algérie sur la situation en Syrie est connue. Elle repose, notamment, sur un principe immuable dans les relations internationales de l'Algérie qui sont établies avec des États et pas avec des gouvernements. C'est le cas de la Syrie. Dès le dimanche 8 décembre 2024, journée marquée par des développements de la situation et des changements accélérés en Syrie, traduits par la chute de Bachar Al-Assad, l'Algérie avait appelé toutes les parties syriennes à l'unité et à la paix pour préserver la sécurité et la stabilité du pays et l'unité et l'intégrité de son territoire. En même temps, l'Algérie réaffirmait son « soutien au peuple syrien frère, avec lequel le peuple algérien partage des pages lumineuses d'une histo-

re commune fondée sur la solidarité et l'entraide ». L'Algérie appelait également le peuple syrien, dans toutes ses composantes, à « se tourner vers l'avenir pour bâtir un pays rassembleur doté d'institutions issues de la volonté du peuple syrien, loin de toute ingérence étrangère ». À la fin de l'année écoulée, lors d'une conférence de presse consacrée au bilan de la diplomatie algérienne en 2024, Ahmed Attaf a précisé les positions de l'Algérie vis-à-vis de la Syrie. Elles sont, a-t-il dit, claires et reposent sur trois principes : 1/ la Syrie appartient à tous les Syriens et l'avenir de la Syrie doit être forgé par tous les Syriens.

2/ l'intégrité et l'unité territoriales de la Syrie, conformément, a-t-il rappelé, aux orientations du président Abdelmadjid Tebboune, lors de son discours à la Nation devant les deux chambres du Parlement ;

3/ le rôle des Nations unies en tant que cadre le mieux à même de superviser le dialogue entre les parties syriennes.

Le 8 janvier dernier, l'Algérie réaffir-

mait sa position, partagée par le groupe A3+ au Conseil de sécurité des Nations unies (qui comprend outre l'Algérie, la Somalie, la Sierra Leone et Guyana), en faveur des principes d'unité, d'indépendance, de souveraineté et d'intégrité territoriale de la Syrie, et rejetant de façon catégorique toute tentative de division de la Syrie, d'annexion d'une partie de son territoire ou de violation de sa souveraineté. C'est le Représentant permanent de l'Algérie auprès des Nations unies, l'ambassadeur Amar Bendjama, qui a exprimé cette position, dans un communiqué lu lors d'une réunion du Conseil de sécurité consacrée à la situation en Syrie, sous la présidence de l'Algérie. Il a souligné l'importance de maintenir "un soutien constant à un processus politique inclusif, conduit par la Syrie sous l'égide des Nations unies et conformément à la résolution 2254 du Conseil de sécurité". "La construction de l'avenir de la Syrie exige la participation effective de tous les Syriens, notamment les femmes et les jeunes", a-t-il ajouté. En résumé, pour l'Algérie, l'avenir de la Syrie est l'affaire des Syriens en dehors de toute ingérence étrangère qui ne fera qu'« exacerber les tensions et aggraver les défis auxquels fait face la Syrie ». Il n'est pas question, également, de « laisser le terrorisme revenir en Syrie » ni de permettre l'annexion d'une partie de son territoire ou la violation de sa souveraineté et de son intégrité territoriale. On sait que l'Algérie a salué l'adoption, en décembre dernier, par le Conseil de sécurité des Nations unies d'une résolution renouvelant le mandat de la force onusienne chargée d'observer le désengagement (FNUOD) et a réitéré son appel au respect de l'intégrité territoriale de la Syrie.

M'hamed Rebah

LE PARTENARIAT BILATÉRAL ET LES QUESTIONS RÉGIONALES ET INTERNATIONALES ÉVOQUÉS Larbaoui reçoit l'ambassadrice de Slovénie en Algérie

Le Premier ministre, Nadir Larbaoui, a reçu, hier, au Palais du gouvernement, l'ambassadrice de la République de Slovénie en Algérie, Mme Krumberger Mendak, indique un communiqué des services du Premier ministre. Cette rencontre "a été l'occasion d'aborder l'état et les perspectives des relations algéro-slovenes et de passer en revue les différents volets du partenariat bilatéral dans divers domaines notamment dans le secteur économique, à la lumière des résultats de la visite effectuée par le Premier ministre slovène M. Robert Golob, en Algérie et des entretiens qu'il a eus, à cette occasion, avec le président de la République M. Abdelmadjid Tebboune", précise la même source. Les deux parties ont également évoqué "les questions régionales et internationales d'actualité notamment les développements de la situation dans les territoires palestiniens occupés, soulignant la poursuite de la coordination commune, en tant que membres non permanents au Conseil de sécurité, concernant les différentes questions inscrites à l'ordre du jour du Conseil onusien", ajoute le communiqué.

...ET L'AMBASSADRICE DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Le Premier ministre, Nadir Larbaoui, a reçu, hier, l'ambassadrice des États-Unis d'Amérique à Alger, Mme Elizabeth Moore Aubin, indique un communiqué des services du Premier ministre. L'audience a permis aux deux parties d'examiner "l'état des relations privilégiées entre l'Algérie et les États-Unis d'Amérique et les différents aspects de la coopération bilatérale" et de mettre en avant "la volonté commune qui anime les dirigeants des deux pays et leur souci de renforcer le partenariat algéro-américain dans divers domaines et de l'étendre et de le diversifier au service des intérêts communs des deux pays et peuples amis". Les deux parties ont également passé en revue "les questions régionales et internationales d'intérêt commun", soulignant "l'importance de l'intensification de la concertation bilatérale entre les deux pays pour relever les défis communs au service de la paix, de la stabilité et du développement, notamment dans le cadre du Conseil de sécurité des Nations unies", selon le communiqué.

R.N.

ALGERIE - SOUDAN DU SUD Selma Bakhta Mansouri arrive à Djouba en visite officielle

La secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, chargée des Affaires africaines, Mme Selma Bakhta Mansouri, est arrivée lundi à Djouba, capitale du Soudan du Sud, pour une visite officielle dans ce pays, a indiqué un communiqué du ministère. Cette visite s'inscrit dans le cadre de la participation de l'Algérie aux travaux du Comité ad hoc de haut niveau de l'Union africaine sur le Soudan du Sud (C5), lors desquels l'Algérie veillera à apporter « sa contribution aux efforts de paix et de stabilité dans ce pays frère », et à réaffirmer ainsi « le ferme engagement du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune à soutenir l'action africaine commune et à relever les défis du continent africain », ajoute la même source.

R.N.

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Tebboune reçoit le chef du MSP

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu, mardi, le président du Mouvement de la société pour la paix (MSP), Abdelaali Hassani Cherif, et la délégation l'accompagnant, indique un communiqué de la Présidence de la République. L'audience s'est déroulée en présence du directeur de Cabinet à la Présidence de la République, Boualem Boualem, et du conseiller du président de la République chargé de la Direction générale de la communication, Kamel Sidi Said. Il convient de souligner que ce qui s'apparente à une série de consultations politiques Président-Partis, a été entamé le 7 janvier dernier, avec le Rassemblement national démocratique (RND) dont une délégation conduite par son Secrétaire général, Mustapha Yahia, a été reçue au palais d'El-mouradia.

R.N.

REVISION DE L'ACCORD D'ASSOCIATION AVEC L'UE

Tebboune s'enquiert de l'avancée des préparatifs

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présidé, hier, une réunion consacrée au suivi de l'état d'avancement des préparatifs en prévision de la révision de l'accord d'association avec l'Union européenne (UE), a indiqué un communiqué de la Présidence de la République. « Le président de la République M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé, au siège de la Présidence de la République, une réunion consacrée au suivi de l'état d'avancement des préparatifs en

prévision de la révision de l'accord d'association avec l'Union européenne », lit-on dans le communiqué. Comme on pouvait le constater dans une vidéo et des photos diffusées sur le compte Facebook de la Présidence, ont participé à cette réunion, le directeur de Cabinet à la Présidence de la République, Boualem Boualem, le Premier ministre Nadir Larbaoui, ainsi que des membres du Gouvernement, notamment les ministres des Affaires étrangères, des Finances, de l'Intérieur, de l'Agriculture, de l'Hy-

draulique, des Transports, du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations et de la Poste et des Télécommunications.

Il convient de rappeler à cet effet, que la révision de l'accord d'association avec l'UE, en vigueur depuis 2005, a été annoncée, pour l'année courante, par le président Tebboune et ce lors de son entrevue médiatique du 6 octobre 2024. Cette révision a été dictée par l'impératif de corriger le déficit de la balance commerciale de l'Algérie et qui était favorable pour

l'UE. Autrement dit, cette révision nécessaire sera menée « avec souplesse et dans un esprit amical sans entrer en conflit », avait indiqué le Président car, avait-il précisé, « nous entretenons des relations normales avec les Etats (de l'Union européenne) ». Pour les raisons de cette révision, le chef de l'Etat avait indiqué que « l'accord avec l'Union européenne a été conclu à une époque où l'Algérie était bien différente de celle d'aujourd'hui ». Autres temps, autres mœurs !

Farid G.

AIR ALGÉRIE

De nouvelles lignes vers l'Europe et l'Afrique en 2025

Le PDG d'Air Algérie, Hamza Benhamouda, a annoncé l'ouverture de nouvelles liaisons aériennes vers l'Europe et l'Afrique au cours de cette année 2025.

Lors d'une conférence de presse animée hier au cours de laquelle il a exposé le bilan de l'année 2024, Benhamouda a déclaré qu'Air Algérie s'apprête à rallier par un vol direct la capitale du Nigeria dans les prochains mois, en plus de la capitale hollandaise Amsterdam. « 35 nouveaux vols internes seront ajoutés dès le mois de février prochain » a-t-il déclaré, tout en mentionnant une hausse significative des ventes de la compagnie au cours de l'année 2024. « Au cours de cette année nous avons enregistré une hausse de 10% en matière de vente de billets ce qui reflète la confiance grandissante des clients » a-t-il déclaré, soulignant l'amélioration de la connectivité aérienne intérieure en ajoutant 68 nouveaux vols intérieurs, dont 44 vols vers le Sud et 24 vols vers le Nord, pour répondre aux besoins de transport intérieur. Tout en annonçant le lancement du projet pour la réalisation d'une académie de formation propre à Air Algérie, visant à proposer des programmes de formation modernes et à construire une nouvelle génération de compétences distinguées.

Par ailleurs, le même responsable a indiqué que la compagnie a remboursé en 2024 plus de 10 000 billets de la période Covid, notant que le processus du remboursement est toujours en cours.

Quant aux offres promotionnelles annoncées par la compagnie, Benhamouda a précisé qu'Air Algérie accorde une grande attention à la présentation de ces derniers dans le cadre de son engagement continu en faveur du renforcement des liens entre l'Algérie et sa communauté nationale. À noter que la compagnie aérienne nationale a annoncé, lundi dans un communiqué, une réduction de 50% sur les billets économiques des vols internationaux durant



Hamza Benhamouda, PDG d'Air Algérie

le prochain Ramadhan. « Dans le cadre de son engagement citoyen et de sa volonté de répondre aux attentes de ses clients, la compagnie Air Algérie a le plaisir d'annoncer à ses chers clients une offre spéciale à l'occasion du prochain Ramadhan, avec une réduction de 50% sur les tarifs des billets économiques pour son réseau international », est-il indiqué dans le communiqué. Cette offre sera disponible pour réservation du 15 janvier au 30 mars 2025, alors que la période de voyage s'étendra du 25 février au 5 avril 2025, précise la même source.

Sur le plan de la qualité et de la sécurité, le PDG a fait savoir qu'Air Algérie a renouvelé ses certificats IOSA 150 9001, en plus du certificat 145 EASA PART, qui lui permet d'effectuer la maintenance des avions d'autres compagnies. La compagnie a également reçu plusieurs prix internationaux en reconnaissance de son engagement constant envers les normes de sécurité mondiales. Parmi ces prix, le responsable a cité le prestigieux prix d'Excellence de l'aéroport de Dubaï, (Airport Excellence Awards 2024) dans la catégorie « engagement ».

Sarah O.

SAISON ESTIVALE

Des réductions sur les vols internationaux allant jusqu'à 60%

Le P-dg d'Air Algérie, Hamza Benhamouda a annoncé, des réductions sur les vols internationaux, allant jusqu'à 60% pour la saison estivale 2025. Lors d'une conférence de presse consacrée aux réalisations de la compagnie en 2024 et à ses objectifs pour l'année en cours, Benhamouda a fait état de la nouvelle offre d'Air Algérie (OTLA), pour la saison estivale 2025, proposant des réductions sur les vols internationaux, allant jusqu'à 60%. Cette offre constitue, selon lui, « une nouvelle étape dans les efforts continus visant à proposer des options de voyage faciles et pratiques, ce qui reflète l'engagement de la compagnie à répondre aux attentes de ses clients et à renforcer leur lien avec leur patrie et leurs proches ».

S. O.

EXERCICE SYNDICAL

Les organisations appelées à s'adapter à la nouvelle loi

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a souligné, lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée, lundi, que l'exercice du droit syndical est, garanti en Algérie et que l'Etat s'engage à le respecter.

Le Président a insisté, à cette occasion, sur la réorganisation et l'adaptation syndicales conformément à la nouvelle loi, en vue de renforcer le dialogue social dans tous les secteurs. Les organisations qui activent dans ce domaine sont donc appelées à s'adapter à cette loi qui, faut-il le rappeler, a été adoptée en mars 2023.

Cette loi opère une refonte complète des normes légales visant à définir les dispositions et principes relatifs à la constitution des organisations syndi-

cales, à la liberté syndicale, ainsi qu'à l'exercice du droit syndical. Ces dispositions se réfèrent, en plus des textes de lois internes, aux conventions de l'Organisation Internationale du Travail et au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, ainsi qu'au Pacte relatif aux droits civils et politiques de 1966 des Nations unies.

La loi s'inspire également de la jurisprudence de la Chambre sociale de la Cour suprême, des observations de l'inspection générale du travail sur les pratiques syndicales, et des observations formulées par les organisations syndicales elles-mêmes.

Le texte prend également en compte les spécificités du droit syndical algérien qui englobe, en une seule loi, le secteur mar-

chand privé et public et le secteur de la Fonction publique.

Contrairement à l'ancienne législation, la loi n°23-02 du 25 avril 2023, relative à l'exercice du droit syndical, semble ainsi poser un nouveau cadre légal exhaustif, précis et clair pour chacune des matières qui intéressent le droit syndical en Algérie. De manière plus claire, cette loi n°23-02 du 25 avril 2023 correspond amplement aux attentes exprimées par les partenaires sociaux et les pouvoirs publics en matière de reconnaissance de liberté syndicale et du libre exercice du droit syndical. Elle prône un syndicalisme encadré et balisé ne pouvant s'exercer qu'en étant complètement indépendant de tout parti politique, et dans le cadre d'un syndicalisme réformiste privilégiant

le dialogue social et la promotion des moyens pacifiques de règlement des conflits sociaux.

Youcef Cherfa, ex-ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, avait souligné alors que « le projet de loi en question prévoyait de nombreuses dispositions qualitatives visant à renforcer les principaux rôles des organisations syndicales dans la défense et la protection des intérêts de leurs membres physiques et moraux, outre l'encadrement des procédures de création et de fonctionnement de ces organisations pour la promotion du dialogue social ».

S'agissant du mandat de gestion des organisations syndicales, Chorfa avait affirmé « la nécessité de respecter les principes de démocratie », soulignant que « les mandats ont été

PROLONGATION DU CONGÉ DE MATERNITÉ

Mouloudji dévoile les détails

Le projet de loi y afférent étant approuvé lundi en Conseil des ministres, la prolongation du congé de maternité, de 3 mois à 6 mois, intervient selon certains cas que la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Soraya Mouloudji a cité hier.

Intervenant devant la commission de la santé, des affaires sociales, du travail et de la solidarité nationale au Conseil de la nation, Mouloudji a en effet fait état de la prolongation du congé de maternité de 14 semaines consécutives après l'expiration de la période légale dans le cadre de la protection et de la promotion des personnes aux besoins spécifiques.

À cette occasion, la ministre de la Solidarité a salué la décision du président de la République, prise lors du Conseil des ministres du 13 janvier 2024, qui permet aux femmes salariées de bénéficier d'un congé prolongé en cas de complications liées à la santé de leur enfant, notamment en cas de handicap mental ou physique.

Les mères concernées recevront une indemnité journalière équivalente à 100% de leur salaire quotidien. Ce prolongement du congé peut atteindre jusqu'à 24 semaines supplémentaires si les complications persistent, garantissant ainsi un accompagnement et une surveillance médicale continue. « La sage décision du président de la République s'inscrit dans le cadre de sa politique de soutien à la dynamique sociale, qui suscite l'espoir et continue de renforcer les droits des citoyennes et citoyens », a soutenu la ministre à cet effet, ajoutant que la décision vise également à lutter contre les handicaps chez les enfants en assurant une prise en charge médicale adéquate, tout en permettant aux mères de rester à leur chevet.

Par ailleurs, la ministre a relevé que les femmes travailleuses bénéficient dans le cadre de la sécurité sociale d'avantages, notamment la possibilité de prendre leur retraite à 55 ans au lieu de 60 ans sur demande. Les mères qui ont élevé un ou plusieurs enfants pendant au moins 9 ans peuvent également bénéficier d'une réduction d'âge d'un an par enfant, jusqu'à un maximum de trois ans.

Contrairement à de nombreux pays développés, les femmes en Algérie bénéficient d'une égalité salariale avec les hommes et ont accès à une allocation chômage. Selon Mouloudji, « cela témoigne d'une vision proactive pour approfondir les acquis des travailleuses et soutenir le rôle fondamental qu'elles jouent dans l'éducation des générations futures ».

Ania N.

A. N.

PROJET DE CESSEZ-LE-FEU À GHAZA

Les négociations entrent dans leur phase finale

Les négociations en vue d'un cessez-le-feu à Ghaza sont en phase finale, avec l'objectif de parvenir à un accord dans les plus brefs délais. Selon des sources fiables, des négociateurs se sont réunis hier à Doha pour finaliser les derniers détails de cet accord.

Les dirigeants de la résistance palestinienne ont consulté les factions palestiniennes et les ont informées des progrès réalisés. Ils ont exprimé leur satisfaction face aux avancées des discussions et ont souligné l'importance de la préparation nationale pour la phase à venir. La résistance palestinienne a assuré que les négociations se poursuivent afin de conclure un accord complet et détaillé. L'agence Reuters a rapporté qu'un responsable bien informé des négociations a confirmé qu'un projet d'accord final avait été remis à Israël et à la résistance palestinienne après une percée majeure dans les discussions, impliquant des envoyés des présidents Biden et Trump. Un responsable palestinien a ajouté qu'il espérait que l'accord soit conclu aujourd'hui, si tout se passe bien. Les réunions d'hier ont visé à clore



PH: DR

les derniers aspects de l'accord. Les discussions incluent des représentants israéliens, des émissaires des deux administrations américaines et le Premier ministre qatari. Les négociateurs continuent de discuter séparément avec la résistance palestinienne. L'accord de cessez-le-feu devrait inclure des engagements importants. Il prévoit un retrait partiel des forces israéliennes, notamment dans les zones densément peuplées de la bande de Ghaza, et un cessez-le-feu temporaire des activités aériennes militaires. L'aide humanitaire pourrait également être envoyée en continu, avec l'entrée de 600 camions par jour. L'échange de prisonniers et

d'otages est également au cœur des négociations. La résistance palestinienne a proposé la libération de 33 prisonniers israéliens, y compris des femmes et des enfants, en échange de prisonniers palestiniens. Un calendrier précis de libération a été proposé, avec un premier échange prévu dès le premier jour de l'accord. Des négociations indirectes pour une deuxième phase de l'accord devraient commencer sous 16 jours, portant sur les conditions d'échange des prisonniers restants, y compris les soldats israéliens.

L'ONU et d'autres organisations humanitaires seront impliquées pour assurer la fourniture

de l'aide et la réhabilitation des infrastructures de Ghaza. L'accord prévoit également la reconstruction des maisons, des infrastructures et des services de base, ainsi qu'un soutien aux déplacés et aux victimes de la guerre, avec la construction d'abris temporaires.

ISRAËL REFUSE TOUJOURS DE REMETTRE LE CORPS DE YAHYA SINWAR

Un responsable israélien a déclaré qu'"Israël" ne remettra pas le corps du martyr Yahya Sinwar, chef du bureau politique du mouvement Hamas, dans le cadre de l'échange de prisonniers en cours, facilité par les médiations du Qatar et de l'Égypte.

Selon des informations, diffusées par des médias israéliens ce mardi, un responsable a précisé qu'"Israël" ne cédera pas le corps de Yahya Sinwar à Hamas dans le cadre de l'accord. Il a ajouté de manière catégorique : "Cela ne se produira pas, point final." Cette déclaration intervient après l'annonce du président américain, Joe Biden, lundi dernier, qui a affirmé qu'un accord de cessez-le-feu pour la bande de Ghaza était désormais imminent. Biden a précisé qu'il avait échangé avec le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, et l'Émir du Qatar, Tamim ben Hamad Al-Thani,

tout en indiquant qu'il prévoyait de contacter le président égyptien, Abdel Fattah al-Sissi, dans un avenir proche. De son côté, Hamas a indiqué que les négociations indirectes, menées sous la médiation du Qatar et de l'Égypte, progressaient bien. Dans un communiqué, le mouvement a précisé que sa délégation, dirigée par le président du conseil dirigeant, Mohamed Darwish, avait rencontré l'Émir du Qatar, Tamim Ben Hamad Al-Thani.

Lors de cette rencontre, les deux parties ont examiné les derniers détails des efforts visant à parvenir à un accord de cessez-le-feu à Ghaza. Le communiqué a ajouté que des progrès avaient été réalisés au cours des derniers jours à Doha, et que Hamas poursuivait ces efforts de manière positive. Le 18 octobre dernier, Hamas avait annoncé la mort de son leader Yahya Sinwar, qualifiant son sacrifice de "l'un des plus nobles et courageux hommes" qui avait consacré sa vie à la cause palestinienne, offrant sa vie pour la libération de la Palestine. Ce refus de remettre le corps de Sinwar dans le cadre de l'échange de prisonniers montre la complexité et les tensions persistantes autour des négociations, alors que la situation à Ghaza reste extrêmement tendue.

M. Seghilani

LA FONDATION HIND RAJAB INTERPELLE LES AUTORITÉS ITALIENNES :

« Arrêtez le général israélien Ghassan Alyan »

La Fondation Hind Rajab, une organisation de défense des droits de l'Homme basée à Bruxelles, a déposé une demande d'arrestation en Italie contre le général israélien Ghassan Alyan, qui se trouve secrètement sur le sol italien.

La fondation a officiellement présenté sa requête aux autorités italiennes ainsi qu'à la Cour pénale internationale, l'accusant de génocide, de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre. Selon le communiqué officiel de la fondation, Alyan, qui a qualifié publiquement les Palestiniens de Ghaza de "bêtes humaines", ne bénéficie d'aucune immunité contre les poursuites judiciaires. La fondation insiste sur le fait que "le temps est essentiel pour garantir la responsabilité de ses actions". Ghassan Alyan est actuellement le coordinateur des activités gouvernementales dans les territoires occupés par Israël, après avoir dirigé le célèbre bataillon Golani dans l'armée israélienne. Cette demande intervient après qu'un autre procès ait été engagé par la fondation, quelques jours plus tôt, contre le soldat israélien Boaz Ben David, auprès des autorités suédoises, également pour crimes de guerre, crimes contre l'humanité et génocide, lors de l'offensive israélienne contre Ghaza. La Fondation Hind Rajab a été créée en février 2024 par des militants palestiniens, en hommage à la jeune martyre Hind Rajab, tuée par l'armée israélienne à Ghaza en janvier 2023. Basée à Bruxelles, la fondation fait partie du mouvement plus large "30 mars" et œuvre pour la justice des crimes de guerre commis par Israël contre les Palestiniens. L'organisation a compilé des informations sur plus de 1000 soldats israéliens de nationalité double ayant participé à l'attaque contre Ghaza, et a lancé des demandes d'arrestation contre eux dans plusieurs pays.

CUBA INTERVIENIT DANS L'AFFAIRE DE GÉNOCIDE À GHAZA DEVANT LA CIJ

La Cour internationale de justice (CIJ) a annoncé que Cuba a déposé une déclaration d'intervention dans l'affaire concernant les génocides commis à Ghaza, une action engagée par l'Afrique du Sud contre l'entité sioniste. Selon un communiqué publié lundi par la CIJ, Cuba a fait cette démarche en vertu de l'article 63 du Statut de la Cour, concernant l'application de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, dans le cadre des violences subies par les Palestiniens de Ghaza. En décembre 2023, l'Afrique du Sud avait introduit une procédure contre l'entité sioniste pour ses crimes de guerre et crimes contre l'humanité perpétrés contre les habitants de Ghaza. Depuis lors, plusieurs pays ont rejoint l'affaire, dont le Nicaragua, la Colombie, la Libye, le Mexique, la Palestine, l'Espagne et la Turquie. L'entité sioniste, malgré une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies appelant à un cessez-le-feu immédiat, poursuit son offensive barbare sur la bande de Ghaza depuis octobre 2023. Cette agression a fait plus de 46 600 martyrs, principalement des femmes et des enfants, et plus de 105 000 blessés, selon les autorités sanitaires locales. Le conflit a également causé un exode massif de la population de Ghaza, déjà sous un blocus sévère, et plongé la région dans une crise humanitaire avec des pénuries dramatiques de nourriture, d'eau potable et de médicaments. Le territoire est désormais en grande partie déserté et inhabitable, accentuant la souffrance des civils palestiniens.

LE RÔLE DE WASHINGTON DANS L'ESCALADE DE LA VIOLENCE À GHAZA DÉNONCÉ

Lors d'une interview diffusée dimanche dans l'émission *60 Minutes*,

d'anciens responsables de la diplomatie américaine ont révélé à la journaliste Cecilia Vega comment les États-Unis ont contribué à intensifier la violence à Ghaza. Parmi eux, Hala Rarit, une diplomate qui a travaillé pendant 18 ans sur les droits de l'Homme et la lutte contre le terrorisme au Moyen-Orient et ailleurs, a démissionné au printemps dernier, devenant la première diplomate du Département d'État à démissionner publiquement en raison des politiques de soutien de l'administration Biden au blocus israélien de Ghaza, selon Democracy Now! Dans l'émission, Rarit a expliqué qu'elle envoyait des rapports quotidiens aux hauts responsables à Washington, incluant « des images horribles et ses avertissements ». Elle a déclaré : « Je montrais la complicité évidente. Des éclats de bombes américaines aux côtés des massacres... La plupart de leurs victimes étaient des enfants ». Elle a également révélé avoir reçu des ordres de silence concernant les événements à Ghaza, se souvenant d'un incident où elle a été vivement réprimandée pour avoir montré des images d'enfants mourant de faim : « On m'a dit : "Ne mets pas cette image là. Nous ne voulons pas la voir. Nous ne voulons pas voir des enfants mourir de faim". »

Depuis le 7 octobre 2023, les États-Unis ont fourni un soutien militaire substantiel à Israël, à hauteur de 17,9 milliards de dollars, et ont annoncé en janvier 2024 une vente d'armements d'une valeur de 8 milliards de dollars. Les autorités sanitaires locales de Ghaza rapportent plus de 46 000 martyrs, bien qu'une analyse plus récente estime que le nombre réel de victimes s'élève à 64 260 personnes entre le 7 octobre 2023 et le 30 juin 2024, un chiffre bien plus élevé que celui rapporté par les autorités sanitaires locales. Des organisations de défense des droits humains ont qualifié

le comportement d'Israël à Ghaza de génocide. Le programme *60 Minutes* note que 13 responsables américains, dont des membres de la Maison Blanche, du Pentagone et du Département d'État, ont démissionné publiquement en signe de protestation. Josh Paul, ancien directeur du Bureau des affaires politiques et militaires au Département d'État, a démissionné peu après le 7 octobre 2023. Dans son témoignage, il a déclaré : « Il y a un lien direct entre chaque bombe larguée sur Ghaza et les États-Unis, car chaque bombe vient d'un avion fabriqué aux États-Unis. » Il a également précisé que, après le 7 octobre, « il n'y avait plus de place pour le débat ou la discussion. J'étais impliqué dans des échanges de courriels qui contenaient des instructions claires : "Voici les dernières demandes d'Israël. Elles doivent être approuvées d'ici 15 heures". » Andrew Miller, ancien vice-président adjoint du département des affaires israélo-palestiniennes au Département d'État, a quitté son poste en juin 2023 pour passer plus de temps avec sa famille, mais il a depuis exprimé publiquement ses préoccupations concernant le rôle des États-Unis dans la guerre. Il est devenu le plus haut responsable américain à avoir fait une telle déclaration. Concernant les bombes de 2000 livres fournies par les États-Unis à Israël, Miller a précisé que ces armes étaient utilisées par Israël pour cibler une ou deux personnes dans des zones densément peuplées, soulevant des questions sur leur utilisation. Bien que les États-Unis aient suspendu la livraison de bombes de 2000 livres à Israël au printemps 2024, l'approvisionnement en armes se poursuit de manière générale. Un observateur a commenté sur les réseaux sociaux : « *60 Minutes* révèle enfin la chaîne d'approvisionnement du génocide. »

M. S.

BILAN LOURD AU 466^E JOUR DU GÉNOCIDE SIONISTE À GHAZA

204 voix réduites au silence

Le bureau d'information gouvernemental de Ghaza a révélé hier que 204 journalistes palestiniens ont été martyrisés depuis le début de l'offensive israélienne, alors qu'un cessez-le-feu semble imminent les forces de l'occupation israélienne poursuivent, pour le 466^e jour consécutif, leur campagne qualifiée de génocide contre la bande de Ghaza. Des dizaines de frappes aériennes et des tirs d'artillerie continuent de ravager le territoire, aggravant une situation humanitaire déjà catastrophique marquée par un blocus impitoyable et un exode massif. Depuis l'aube d'hier, 24 Palestiniens ont été martyrisés, dont 19 dans le centre et le sud du territoire.



PH : DR

Au cours des dernières 24 heures, l'armée de l'occupant sioniste a commis quatre massacres contre des familles, faisant 61 martyrs et 281 blessés, aggravant ainsi un bilan humain déjà catastrophique. Les appels à la communauté internationale se multiplient pour mettre fin à cette tragédie humanitaire, mais les crimes se poursuivent dans l'impunité totale. Cinq martyrs et plusieurs blessés ont été signalés après le bombardement d'une tente de déplacés et d'une maison à Deir Al-Balah, au centre de Ghaza. Les forces d'occupation ont également tiré intensément au nord du camp de Nuseirat, tandis que l'artillerie israélienne a frappé les zones nord de la ville de Ghaza. Au centre de Ghaza, une frappe aérienne a touché les abords de l'entrée nord du camp de réfugiés d'Al-Maghazi. À l'est de la ville, quatre martyrs et plusieurs blessés ont été recensés après une attaque ciblant une maison appartenant à la famille Abou Al-Shaar dans le quartier Al-Daraj. Dans le sud, à Khan Younés, trois martyrs ont été dénombrés à la suite d'une frappe aérienne israélienne sur une habitation dans le quartier Al-Manara. De plus, deux Palestiniens ont été blessés par des tirs israéliens au port d'Al-Qarara, au nord-ouest de Khan Younés. À Rafah, dans le sud, de violentes explosions ont été entendues après que l'armée israélienne a fait sauter plusieurs bâtiments résidentiels, accompagnés de tirs de chars. Au nord, dans le camp de Jabaliya, les forces d'occupation ont également intensifié leurs opérations de destruction, causant des pertes humaines importantes. Dans la ville de Ghaza, une frappe aérienne a visé une école abritant des déplacés, causant de nombreux morts et blessés. Les bombardements se sont poursuivis sur les camps de réfugiés de Nuseirat et Bureij, ainsi qu'à proximité de la faculté universitaire de Tel Al-Hawa. Depuis 82 jours, les équipes de défense civile sont empêchées de travailler dans le nord du territoire en raison des frappes continues, privant les Palestiniens de secours humanitaires et médicaux essentiels. Alors que les massacres se poursuivent, les appels internationaux à mettre fin à cette tragédie restent sans réponse. La bande de Ghaza est aujourd'hui le théâtre d'une crise humanitaire parmi les plus graves au monde. Cette tragédie s'inscrit dans le contexte du génocide perpétré par les autorités d'occupation sionistes, qui dure depuis maintenant 16 mois. Dans un communiqué, il a précisé que le nombre de martyrs parmi les journalistes a grimpé à 204, après l'annonce de la mort en martyr de Mohamed Bachir Al-Talmas, rédacteur pour l'agence de presse palestinienne Safa. Mohamed Bachir Al-Talmas a succombé à de graves blessures causées par le bombardement du quartier Cheikh Radouane, à Ghaza, par l'aviation israélienne, a indiqué le bureau. Le bureau d'information a fermement condamné les attaques israéliennes ciblant les journalistes palestiniens, qualifiant ces actes de crimes systématiques contre les médias. Il a appelé les syndicats et les institutions de défense des droits des journalistes, tant au niveau arabe qu'international, à dénoncer ces exactions. Depuis le 7 octobre 2023, Israël, soutenu par les États-Unis, mène une offensive qualifiée de génocidaire contre Ghaza. Cette campagne a fait plus de 156 000 martyrs et blessés palestiniens, dont une majorité

d'enfants et de femmes. Plus de 11 000 personnes restent portées disparues sous les décombres. Cette offensive s'accompagne d'une destruction massive et d'une famine qui a causé la mort de dizaines d'enfants et de personnes âgées, marquant l'une des pires catastrophes humanitaires au monde. Les massacres se poursuivent, malgré deux mandats d'arrêt émis par la Cour pénale internationale, le 21 novembre dernier, contre le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et l'ancien ministre de la Défense Yoav Galant pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité à Ghaza. Des sources médicales ont indiqué ce mardi que le bilan des martyrs dans la bande de Ghaza s'élève désormais à 46 645, dont une majorité d'enfants et de femmes, depuis le début de l'agression israélienne le 7 octobre dernier. Ces mêmes sources rapportent également 110 012 blessés, tandis que des milliers de victimes restent piégées sous les décombres et dans les rues, les forces d'occupation empêchant les équipes de secours et de défense civile de les atteindre.

SITUATION DRAMATIQUE DANS LES ÉCOLES À GHAZA ET EN CISJORDANIE OCCUPÉE

Le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur a fait état d'un bilan alarmant depuis le début de l'agression israélienne contre Ghaza et la Cisjordanie occupée, le 7 octobre 2023. Environ 12 329 élèves ont été tués et 20 160 blessés dans ces attaques incessantes, qui continuent de détruire les infrastructures éducatives et de plonger les étudiants dans une crise sans précédent. À Ghaza, plus de 13 054 élèves ont été tués et 21 320 blessés, tandis qu'en Cisjordanie, 123 élèves ont perdu la vie et 671 ont été blessés. De plus, 560 élèves ont été arrêtés par les forces d'occupation en la Cisjordanie occupée. Par ailleurs, 657 enseignants et membres du personnel administratif ont été tués, et 3 904 blessés à Ghaza et en Cisjordanie. Plus de 165 enseignants ont été arrêtés dans cette dernière. Les écoles et universités sont également prises pour cible. À Ghaza, 324 écoles publiques, universités et bâtiments éducatifs ont été bombardés et endommagés, dont 128 totalement détruits et 57 partiellement détruits. 65 établissements affiliés à l'UNRWA (Agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens) ont également été touchés. En Cisjordanie occupée, 109 écoles et 7 universités ont été saccagées ou envahies. Le ministère de l'Éducation estime que 788 000 élèves à Ghaza ne peuvent pas reprendre leurs études en raison des bombardements constants et des destructions massives. Les étudiants, confrontés à des conditions de vie extrêmement précaires, souffrent également de traumatismes psychologiques sévères et de graves problèmes de santé. En Cisjordanie occupée, les incursions répétées des forces d'occupation, en particulier dans les provinces de Jénine et de Tulkarem, ont semé la terreur dans les écoles, perturbant le quotidien des élèves et des enseignants. Le ministère de l'Éducation appelle la communauté internationale à intervenir pour protéger les élèves, les enseignants et les infrastructures éducatives, afin de préserver le droit fondamental à l'éducation pour les enfants palestiniens, qui reste gravement menacé par ces agressions.

UN PRISONNIER PALESTINIEN MEURT SUITE À DES NÉGLIGENCE MÉDICALES

Le décès tragique de Moataz Abou Zneid, âgé de 35 ans et originaire de Dora, au sud d'Elkhalil, a ravivé les dénonciations des pratiques de négligence médicale dans les prisons de l'occupant sioniste. Abou Zneid a succombé à ses souffrances dans l'hôpital Soroka, après des mois de détérioration de sa santé due à un manque de soins délibéré. Selon la famille d'Abou Zneid, le martyr ne souffrait d'aucun problème de santé avant son arrestation. Toutefois, des témoins parmi ses codétenus au centre de détention de Rimon ont déclaré qu'il avait contracté la gale (scabiose) il y a plusieurs mois. L'administration pénitentiaire, refusant de lui fournir les soins nécessaires, a laissé la maladie s'aggraver, provoquant l'apparition de furoncles infectés et une forte perte de poids. L'état de santé d'Abou Zneid s'est progressivement détérioré, jusqu'à ce qu'il perde la capacité de se nourrir, de se tenir debout ou même de subvenir à ses besoins physiologiques. Malgré les demandes répétées des détenus pour son transfert à l'hôpital, l'administration pénitentiaire est restée sourde. Le 4 janvier, il a perdu connaissance et, deux jours plus tard, il a été admis à l'hôpital où il est tombé dans le coma avant de succomber. Dans un communiqué conjoint, la Commission des affaires des prisonniers et le Club des prisonniers palestiniens ont qualifié la mort d'Abou Zneid de "crime médical systématique". Ce type de négligence médicale, assimilée à une méthode de liquidation lente, a déjà coûté la vie à 55 prisonniers palestiniens depuis le début de la guerre d'extermination, selon des données disponibles. Les organisations pointent également du doigt les conditions de détention : absence de soins de santé, manque d'hygiène, ventilation insuffisante, retrait des vêtements et privation des outils de nettoyage de base. Ces pratiques ont exacerbé les maladies telles que la gale et affaibli le système immunitaire des prisonniers, déjà fragilisés par la faim. Le cas d'Abou Zneid n'est pas isolé.

En octobre 2024, Mohamed Mounir Mousa, un prisonnier originaire de Bethléem, est mort dans des circonstances similaires après que la gale ait aggravé son diabète. De plus, des prisonniers récemment martyrs dans les prisons de l'occupant étaient également atteints de cette maladie. Parallèlement, les forces d'occupation ont arrêté 35 Palestiniens entre lundi soir et mardi matin en Cisjordanie occupée. Parmi eux figurent d'anciens prisonniers et des membres d'une même famille. Les arrestations se sont concentrées dans les régions de Naplouse, Jénine, Tulkarem, Salfit et Elkhalil, accompagnées d'intimidations, de destructions de biens et de violences envers les familles des détenus. Le Club des prisonniers palestiniens souligne que ces campagnes de répression, mêlant arrestations massives et négligences médicales délibérées, témoignent d'une politique systématique visant à briser la résilience du peuple palestinien.

L'OCHA DÉNONCE LES ENTRAVES À L'AIDE VITALE

Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA) a

renouvelé son appel aux autorités de l'occupation sioniste à cesser de bloquer l'acheminement de l'aide humanitaire vitale destinée à la population de la bande de Ghaza. Cette dernière subit une agression génocidaire ininterrompue depuis plus de 15 mois. Selon l'OCHA, seules sept des 22 opérations humanitaires prévues pour la journée de dimanche ont pu être réalisées. Sur les 15 restantes, six ont été refusées, cinq bloquées, et quatre annulées en raison de contraintes de sécurité et de logistique imposées par l'occupant. L'Office des Nations unies pour les réfugiés palestiniens (UNRWA) confirme également ces blocages dans un rapport récent. En décembre 2024, 70 % des 190 opérations humanitaires planifiées par l'UNRWA ont été rejetées. Sur l'ensemble de l'année, plus de 5.300 missions humanitaires ont été programmées par l'ONU et ses partenaires dans l'enclave palestinienne. Toutefois, 24 % d'entre elles ont été refusées, 19 % ont rencontré des obstacles, et 9 % ont été annulées. Dans une enquête récente menée auprès de 2.500 ménages déplacés à travers Ghaza, l'OCHA révèle que plus des deux tiers ont été contraints de se déplacer au moins une fois au cours des deux derniers mois. Ces familles signalent des pénuries aiguës de nourriture, d'eau et d'installations sanitaires, tandis que les conditions hivernales exacerbent leur détresse. L'UNRWA a dénoncé la précarité extrême des habitants de Ghaza. « Les familles luttent pour survivre dans des abris de fortune, l'accès à l'aide humanitaire est limité et les fournitures de base restent introuvables », a déclaré l'agence dans un communiqué publié sur les réseaux sociaux. Parmi les plus vulnérables, les enfants subissent les conséquences de cette crise interminable. Ils sont exposés à la malnutrition, aux maladies et aux traumatismes psychologiques. L'UNRWA alerte sur l'urgence d'une intervention pour répondre à leurs besoins essentiels. Face à cette catastrophe humanitaire, l'ONU appelle une nouvelle fois à la levée immédiate des restrictions imposées par l'occupant et à un accès sans entrave à l'aide humanitaire pour répondre aux besoins urgents de la population de Ghaza.

L'ENTITÉ SIONISTE UTILISE L'EAU COMME ARME CONTRE GHAZA

L'Autorité palestinienne de l'eau dans la bande de Ghaza a dénoncé l'utilisation continue de l'eau comme "arme" par l'entité sioniste dans le cadre de son agression dévastatrice contre le peuple palestinien, qui se poursuit depuis plus de 15 mois. Selon l'Autorité, la quantité d'eau fournie à Ghaza a drastiquement diminué, passant de 18,5 millions de mètres cubes à seulement 13,8 millions de mètres cubes depuis octobre 2023. Cette réduction s'inscrit dans une politique punitive visant à utiliser l'eau comme un levier dans l'agression contre la population palestinienne. Malgré cette situation critique, l'Autorité palestinienne de l'eau affirme œuvrer sans relâche pour garantir une distribution équitable de ces quantités limitées entre les régions du nord, du centre et du sud de Ghaza, afin de fournir de l'eau potable aux habitants. Elle poursuit également ses efforts pour réparer, entretenir et réhabiliter les infrastructures hydrauliques, notamment les conduites, les réservoirs et les stations de dessalement, tout en fournissant le carburant nécessaire à leur fonctionnement, dans les zones accessibles aux équipes techniques. Avant octobre 2023, l'approvisionnement en eau à Ghaza était déjà insuffisant pour répondre aux besoins des 2,3 millions d'habitants.

Depuis le début de l'intensification des bombardements, la situation s'est dramatiquement aggravée. Les Nations Unies estiment que chaque Palestinien dispose désormais de seulement trois litres d'eau par jour pour subvenir à tous ses besoins, bien en dessous de la norme d'urgence fixée à 15 litres par personne. Les autorités palestiniennes rapportent que l'entité sioniste a détruit plus de 700 puits et stations de dessalement, réduisant considérablement la quantité d'eau disponible dans l'enclave assiégée. De plus, cinq usines de traitement des eaux usées et la majorité des 65 stations de pompage ont été contraintes de cesser leurs activités, faute de carburant et d'électricité nécessaires à leur fonctionnement. Cette situation alarmante aggrave la crise humanitaire à Ghaza, où l'accès à l'eau potable devient de plus en plus difficile pour une population déjà épuisée par les conséquences de l'agression.

M. Seghilani

MAURITANIE

Le président du Conseil de souveraineté de transition du Soudan est à Nouakchott

Le Président de la République islamique de Mauritanie, Président en exercice de l'Union africaine, Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, a accueilli, lundi soir, à sa descente d'avion à l'aéroport international de Nouakchott "Oumtounsi, le Lieutenant – Général Abdel Vettah Abderrahmane El Bourhan, Président du Conseil de souveraineté de transition de la République du Soudan, qui effectue une visite d'amitié et de travail en Mauritanie.



Ph: DR

Selon l'Agence mauritanienne d'information (AMI), l'hôte a été accueilli par le Président de la République, Président de l'Union Africaine, entouré du Premier ministre El Moctar Ould Djay, du ministre chargé de Cabinet du Président de la République, M. Nani Ould Chrougha, de l'ambassadeur de Mauritanie accrédité au Soudan, du Chef d'Etat-Major Particulier du Président de la République, du wali de Nouakchott Ouest et du Vice-Président de la Région de Nouakchott. Après avoir passé en revue des formations venues rendre les honneurs, le Président du Conseil de souveraineté de transition de la République du Soudan a salué le président de l'Assemblée nationale, M. Mohamed Bamba Meguett, le président du Conseil constitutionnel, M. Diallo Mamadou Bathia, le ministre, secrétaire général de la Présidence de la République, M. Moulay Ould Mohamed Laghdaf, le ministre conseiller à

la Présidence de la République, M. Mohamed Ould Abdellahi Ould Outhman, la ministre conseillère à la Présidence de la République, Mme Aichata Ba Yahya, le ministre de la Justice, M. Mohamed Mahmoud Cheikh Abdoullah Ould Boya, le ministre des Affaires étrangères, de la Coopération africaine et des Mauritanien de l'Extérieur, M. Mohamed Salem Ould Merzoug, le ministre de la Défense, des Retraités et des Enfants de Martyrs, M. Hanenna Ould Sidi, le ministre de l'Intérieur, de la Promotion de la Décentralisa-

tion et du Développement local, M. Mohamed Ahmed Ould Mohamed Lemine, et M. Mahfoudh Ould Brahim, conseiller à la Présidence de la République. De son côté, le Président de la République a salué les membres de la délégation soudanaise accompagnant Son Excellence le Président Abdel Vettah Abderrahmane El Bourhan. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, s'est entretenu, en privé, avec son hôte dans la salle VIP de la Suite présidentielle de l'aéroport international de Nouakchott.

R./AMI

SENEGAL

L'ambassadeur américain reçu à l'Assemblée nationale

Le président de l'Assemblée nationale, El Malick Ndiaye a reçu, ce lundi 13 janvier, l'ambassadeur des États-Unis au Sénégal, Michael Raynor, à la tête d'une importante délégation, informe la direction de la communication de l'institution. « Lors de cette rencontre, l'ambassadeur Raynor a félicité Monsieur Ndiaye pour son élection à la présidence de l'Assemblée nationale. Il a également souligné l'importance capitale de la coopération parlementaire et réaffirmé l'engagement des États-Unis à accompagner activement les parlementaires sénégalais dans l'exercice de leurs missions »,

explique notre source.

La direction de la communication de l'Assemblée nationale ajoute dans son communiqué que dans son intervention, le président El Malick Ndiaye a tout d'abord présenté ses condoléances suite au décès de l'ancien président des États-Unis, Jimmy Carter. Il a également exprimé, au nom de l'ensemble des députés représentant le peuple sénégalais, sa profonde compassion envers les victimes de l'incendie dévastateur qui sévit actuellement à Los Angeles. Le président de l'Assemblée nationale a ensuite salué la qualité exceptionnelle des relations bilatérales entre les

États-Unis et le Sénégal. Il a mis en avant le soutien constant des États-Unis et réaffirmé la volonté du Parlement sénégalais de renforcer les partenariats avec les institutions américaines, notamment autour des principes de bonne gouvernance, de transparence et de renforcement des capacités institutionnelles. « Les deux parties ont réaffirmé leur engagement commun à développer des projets stratégiques et à promouvoir les valeurs fondamentales de démocratie, de transparence et de bonne gouvernance, dans le cadre d'une diplomatie parlementaire renforcée », conclut le communiqué.

R.I

NIGER

Nouvelles règles d'entrée et de séjour des étrangers

Le Niger, sous la présidence du général Abdourahmane Tiani, adopte une ordonnance stricte sur l'entrée et le séjour des étrangers, dans un contexte de tensions régionales et de préoccupations sécuritaires. Selon un communiqué du Secrétariat général du gouvernement parvenu à APA, le président du Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (CNSP), le

général Abdourahmane Tiani, a signé une ordonnance renforçant le cadre juridique de l'entrée et du séjour des étrangers au Niger. Le texte impose la détention de documents de voyage ou de séjour valides pour tout étranger entrant ou résidant au Niger. Les contrevenants risquent des mesures administratives telles que l'expulsion ou le refoulement, ainsi que des

sanctions pénales allant de deux à cinq ans de prison et des amendes comprises entre 5 et 50 millions de francs CFA. Les obligations de déclaration des hébergeurs d'étrangers ont également été renforcées. Cette décision intervient dans un contexte marqué par des tensions entre le Niger et certaines puissances internationales, mais également avec des pays d'Afrique de l'Ouest

accusés par Niamey de soutenir des tentatives de déstabilisation. Selon le Secrétariat général du gouvernement, ces mesures visent à prévenir les infiltrations et à renforcer la sécurité nationale dans un climat régional incertain. Les étrangers en situation irrégulière sont invités à régulariser leur statut dans les délais impartis.

R.I

SOUDAN

Dakar réaffirme son engagement pour la paix

Le président Bassirou Diomaye Faye a reçu, ce lundi, son homologue, le général Abdel Fatah Al Burkhan, au Palais de la République. Gage de son engagement pour la paix dans la sous-région. Le chef de l'Etat sénégalais, Bassirou Diomaye Faye, a accueilli ce lundi au Palais de la République le général Abdel Fatah Al Burkhan, président de la transition au Soudan. Cette visite de courtoisie a été l'occasion pour les deux dirigeants d'aborder les défis politiques et sécuritaires auxquels fait face le Soudan, plongé dans une crise où les conflits armés entre factions continuent de menacer la paix et la stabilité. Le président Diomaye Faye a salué l'initiative du général Al Burkhan, soulignant que cette démarche témoigne des « liens solides et historiques entre Dakar et Khartoum. » Lors de cet entretien, M. Faye a exprimé sa préoccupation face aux souffrances endurées par le peuple soudanais dans ce contexte de crise. « Le Chef de l'État a renouvelé l'engagement du Sénégal en faveur de la paix et de la stabilité dans la région. Il a appelé toutes les parties prenantes au dialogue et à la concertation, seules voies pour un retour durable à la paix au Soudan », lit-on sur la page Facebook de la Présidence du Sénégal. Dakar est la troisième étape du voyage du général Abdel Fatah Al Burkhan, après ses visites au Mali et en Guinée-Bissau.

Agences

ELECTIONS GENERALES EN ZAMBIE

Une entreprise émiratie pour imprimer des bulletins de vote

La Commission électorale de Zambie (ECZ) a confié à une entreprise des Émirats arabes unis le contrat d'impression des bulletins de vote pour les élections générales de 2026, a annoncé lundi le directeur général des élections, Brown Kasaro. S'exprimant devant la presse à Lusaka, M. Kasaro a précisé que la commission électorale avait dû disqualifier Ren Form CC, une société sud-africaine initialement retenue pour le contrat. Celle-ci n'avait pas satisfait à certaines exigences. En conséquence, le marché a été attribué à Al Ghurair Printing and Publishing, basée aux Émirats arabes unis, qui était arrivée en deuxième position lors du processus d'évaluation. Outre cette annonce, M. Kasaro a indiqué que la commission organiserait une inscription massive des électeurs au cours du deuxième trimestre de 2025, en préparation des élections générales de 2026. Cet exercice d'inscription des électeurs s'étendra sur une période de 60 jours. Par ailleurs, M. Kasaro a précisé que la certification du registre électoral pour les élections générales de 2026 serait effectuée en avril 2026.

R.I

NIGER

124 ex-combattants de Boko Haram réintégrés à la vie civile

Au Niger, 124 anciens membres de Boko Haram, dont 44 mineurs, ont été réintégrés dans la société après avoir suivi un programme de déradicalisation dans la région de Diffa, dans le sud-est du pays. Cette initiative s'inscrit dans un effort global visant à restaurer la paix et la stabilité dans la région, en apportant une solution à long terme au problème du radicalisme et en encourageant la réconciliation nationale. Le processus, mis en place dans le cadre des politiques de stabilisation du pays, offre une opportunité aux anciens combattants de réintégrer la société tout en contribuant à l'éradication des violences. Le gouverneur de Diffa, le général Mahamadou Ibrahim Bagadoma, a exprimé son optimisme lors d'une cérémonie marquant l'événement. Il a souligné la fierté et l'espoir qu'il suscite pour l'avenir du pays. « Aujourd'hui, nous célébrons une avancée importante vers la paix et la réconciliation, une étape qui nous rapproche de la normalisation de la situation dans notre pays », a-t-il déclaré. Cette réintégration représente un moment important dans la lutte contre les groupes armés et les activités terroristes. Ce qui marque un tournant dans la dynamique de sécurité de la région.

Agences

ORAN. UNIVERSITÉ MOHAMED-BENAHMED

Signature d'un accord de coopération avec l'Université italienne de Pérouse

Un accord de coopération a été signé, lundi, entre l'Université d'Oran 2 Mohamed-Benahmed et l'Université de Pérouse (Italie) pour l'ouverture d'un département de langue italienne.

L'accord conclu en ligne (internet) a été signé par le Recteur de l'Université d'Oran 2, le professeur Ahmed Chalal, et le Recteur de l'Université de Pérouse, Valerio De Cesaris. Étaient également présents, du côté algérien, la doyenne de la Faculté des langues étrangères, Nabila Hamidou, et le vice-recteur chargé des relations extérieures, Smaïl Ammani, indique-t-on. Du côté italien, ont participé à la cérémonie Sabrina Stroppa, responsable du département de langue, littérature et arts italiens dans le monde, ainsi que Francesco Lamboni, chargé des relations internationales et des affaires juridiques à l'Université de Pérouse. En vertu de cet accord, il a été convenu d'ouvrir un département de langue italienne à l'Université d'Oran 2 à partir de la rentrée universitaire 2025-2026, tout en renforçant la coopération par des échanges académiques et culturels. Le programme inclura des cours de langue italienne visant à former les étudiants à



Ph: DR

la maîtrise de cette langue, ainsi que des formations spécifiques pour améliorer les compétences linguistiques, notamment dans les secteurs du tourisme et de la culture. En marge de la cérémonie, le professeur Ahmed Chalal a souligné que cet "accord s'inscrit dans le cadre des efforts de l'université pour développer son réseau de coopération avec les institutions universitaires internationales, dans le but d'améliorer sa visibilité et de faciliter la mobilité des enseignants, des étudiants et des personnels de l'université pour des stages, formations et autres activités". L'accord permettra également des échanges entre étudiants et enseignants-chercheurs des deux universités, en vue de développer des programmes,

projets de recherche, activités de formation et d'organiser des événements communs. "Le principal objectif de cet accord est l'ouverture d'un programme de spécialisation en langue italienne", a-t-il ajouté, relevant que "ce partenariat devra ouvrir de nouvelles perspectives dans les domaines de la recherche scientifique ainsi que des échanges académiques et culturels". Par ailleurs, l'université envisage également d'ouvrir un département de langue coréenne au sein de la Faculté des langues étrangères. "Une première étape a été franchie avec l'introduction de cours de coréen au centre d'enseignement intensif des langues de l'université", a fait savoir le professeur Chalal. Pour rappel, l'Uni-

versité Oran 2 a signé 17 accords de coopération internationale en vigueur, comprenant des conventions-cadres, des accords de jumelage et des mémorandums d'entente. En 2024, dix accords ont été conclus avec des universités telles que celles de Salamanca et Valladolid en Espagne, Florence en Italie, Sousse et Sfax en Tunisie, ainsi que l'Université de Sabratha en Libye, et "Atatürk" et "Kirikkale" en Turquie. D'autres accords sont prévus avec des établissements comme l'Université Nabernejnye Chelny (Russie), l'Université de Grenade et le Conseil supérieur de la recherche scientifique en Espagne, ainsi que des universités d'Antalya et d'Istanbul, entre autres.

CHLEF. ECOLE DE FORMATION TECHNIQUE EN PÊCHE ET AQUACULTURE

Ouverture des inscriptions dans la spécialité de patron côtier à la pêche

Les inscriptions dans la spécialité de formation de patron côtier à la pêche, pour la session de février 2025, sont ouvertes au niveau de l'École de formation technique en pêche et aquaculture d'El-Marsa à Chlef, a-t-on appris, lundi, auprès de cet établissement. Cette spécialité sera assurée au niveau de l'École d'El-Marsa à partir de la session de février prochain dans le cadre de la diversification de l'offre de formation et en application de l'arrêté interministériel du 29 octobre 2024 fixant les modalités et conditions de délivrance du diplôme de patron côtier à la pêche, a indiqué à l'APS, le directeur de l'École, Abdelhak Zaâmane. L'introduction de cette spécialité est une réponse aux besoins du secteur de la pêche dans la région en la matière. Elle vise aussi la formation d'une main-d'œuvre qualifiée, compte tenu de la possibilité pour les professionnels du secteur ayant des compétences dans le domaine de la pêche de bénéficier d'une formation continue dans cette spécialité. En outre, une formation initiale destinée aux personnes justifiant d'un niveau de 2e année secondaire, et âgées de 17 à 30 ans, a-t-il ajouté. M. Zaâmane a également souligné la réduction, suivant le même arrêté interministériel, du volume horaire pour cette spécialité, qui est passé de 1.800 à 464 heures, au moment où la durée de formation a été

portée à une année au lieu de deux ans précédemment. Ceci est "incitatif pour les professionnels et les jeunes souhaitant bénéficier de cette formation qui leur permettra de commander un bateau de pêche de 24 m", a-t-il observé. Parallèlement à la formation théorique, l'École de formation technique de pêche d'El-Marsa veille au renforcement du volet pratique par des stages sur le terrain avec différents partenaires du secteur.

Des préparatifs sont, également, en cours pour la signature d'un accord de partenariat dans le domaine, entre l'école, le port de commerce de Ténès et la Chambre d'agriculture de Chlef, selon la même source.

A noter que des visites pédagogiques du port de Ténès et de plusieurs navires ont été dernièrement organisées par l'École d'El-Marsa au profit de ses stagiaires, ainsi que des exercices pratiques axés sur les techniques d'extinction et de maîtrise des incendies et les premiers secours en matière de sécurité maritime.

L'École de formation technique en pêche et aquaculture d'El-Marsa assure de nombreuses spécialités de formation, dont marin qualifié, conduite de moteurs de bateaux de pêche et l'électromécanique des bateaux de pêche, en plus de formations à la carte en matière d'aquaculture intégrée à l'agriculture.

SKIKDA. BÉNI OUELBANE

Deux centres de proximité pour le stockage de céréales livrés prochainement

Deux (2) centres de proximité pour stockage de céréales, d'une capacité totale de 100.000 quintaux, seront réceptionnés fin janvier dans la commune de Beni Ouelbane (Skikda), a affirmé, dimanche, le directeur des services agricoles (DSA), Rabie Hamzaoui. Les deux centres, en phase d'achèvement avec des taux d'avancement respectifs de 99 et de 85%, seront livrés, tous deux, à la fin du mois de janvier, a précisé le même responsable à l'APS. La construction de ces deux structures d'emmagasinage, d'une capacité, chacun, de 50.000 quintaux, lancée à la fin du mois de juin dernier, s'inscrit dans le cadre du programme national de renforcement des capacités de stockage de céréales, a ajouté M. Hamzaoui, estimant que ces deux projets sont d'une grande importance.

GUELMA. STOCKAGE DE CÉRÉALES

Mise en service de 9 centres de proximité avant la campagne de moisson-battage

Neuf centres de proximité de stockage de céréales totalisant une capacité de 450.000 quintaux seront mis en service avant la prochaine campagne de moisson-battage, a indiqué lundi la cheffe de l'exécutif local. Au cours d'une rencontre au siège de la wilaya avec les élus de l'APW, Mme Houria Aggoune a précisé que les taux d'avancement des travaux de ces nouvelles structures de stockage de céréales varient de 40 à 60%. Chacun de ces centres de proximité aura une capacité de stockage de 50.000 quintaux, a précisé la même responsable, ajoutant que ces structures consolideront à terme les capacités de stockage de la wilaya estimées actuellement à 1 million quintaux répartis sur 17 points de stockage de la Coopérative de céréales et légumes secs (CCLS). Ces futures structures faciliteront aux agriculteurs la livraison de leurs récoltes de céréales au regard de leur distribution étudiée à travers les communes de la wilaya dont certaines à l'instar d'Ain Benbeida, Oued Cheham et Bouchehouf étaient relativement éloignées des anciens points de stockage, a ajouté la même responsable. Mme Aggoune a rappelé l'inscription dernièrement au profit de la wilaya de Guelma du projet stratégique d'un silo à céréales dans la commune d'Ahmed Boumahra d'une capacité de 1 million de quintaux, assurant que les ultimes dispositions ont été prises pour le lancement dans les plus proches délais des travaux de réalisation confiés à un groupe de sociétés chinoises.

ORAN. ETABLISSEMENT HOSPITALO-UNIVERSITAIRE

Intervention chirurgicale délicate pour l'ablation d'une tumeur rare au cerveau

Le service de neurochirurgie de l'Établissement Hospitalo-Universitaire (EHU) "1er novembre 1954" d'Oran a réalisé une opération chirurgicale complexe pour l'ablation d'une tumeur bénigne rare au cerveau d'une taille de 12 cm, a indiqué, dimanche, un communiqué de cet établissement de santé. La tumeur était localisée au niveau du cerveau, s'étendant jusqu'à l'œil du patient, la mâchoire inférieure à l'avant et le haut du cou à l'arrière, une situation extrêmement rare à l'échelle mondiale, selon la même source. Le patient, âgé de 58 ans, a été pris en charge dans des délais très courts en coordination avec le service d'anesthésie et de réanimation, précise le communiqué. Le professeur Rabah Kerbouz, chef du service de neurochirurgie de cet établissement, a expliqué que ces tumeurs se développent dans les méninges (les membranes enveloppant le cerveau et la moelle épinière) et peuvent se propager ou envahir les tissus environnants. Bien que cette tumeur soit bénigne, elle impacte la vie du patient en raison de la pression exercée sur divers organes et nerfs au niveau du cerveau et du visage.

BLIDA. CLIMAT

Chutes des premières neiges sur les monts de l'Atlas Blidéen

Les premiers flocons de neige de la saison sont tombés dans la nuit de dimanche à lundi sur les monts de l'Atlas Blidéen, suite à une perturbation climatique à l'origine de fortes précipitations pluviales et d'une importante chute du mercure, a-t-on constaté.

Les cimes de Chréa, culminant à plus de 1.500 m d'altitude, sont recouvertes de neige depuis la nuit dernière et d'un épais brouillard, au moment où les températures ont chuté à 6 C à l'aube, a indiqué, à l'APS, le président de la commune de Chréa, Samir Smailia. Le responsable a relevé la joie des habitants de la localité à la vue du beau manteau blanc couvrant les cimes des montagnes, d'autant plus que cette pluie et cette neige, qui ont coïncidé avec le début de la nouvelle année agraire, sont très bénéfiques tant pour les cultures que pour les arbres et les réserves d'eaux souterraines. Face à ces précipitations, "les services de tous les secteurs concernés se sont mobilisés pour assurer la fluidité de la circulation", a ajouté M. Smailia, soulignant la mobilisation, par ses services, de deux (2) camions de déneigement appuyés par quatre (4) chasse-neige relevant de la Direction des travaux publics en plus d'importantes quan-



Ph: DS

tités de sel. De nombreux amateurs de la station climatique de Chréa, parmi les citoyens de Blida et des wilayas voisines, ont déjà exprimé, via les réseaux sociaux, leurs souhaits de profiter de cette belle neige tant désirée, en postant de belles photos des monts et de la ville de Chréa couverts de neige immaculée. Les services de la protection civile de Blida ont, pour leur part, lancé un appel aux citoyens "à éviter de se rendre sur les hauteurs de Chréa durant la perturbation climatique

qui s'est poursuivie hier mardi, en raison de la chaussée et du sol glissant qui pourrait causer des blessures ou des accidents de la route".

A noter que l'axe de la RN 64 reliant les communes de Baâta (Médéa) et Bougara (Blida), est actuellement difficile d'accès en raison de l'accumulation de la neige, selon la gendarmerie nationale sur sa page sur les réseaux sociaux "Tariki", assurant que "ses éléments sont sur place pour alerter les usagers de la route".

EL-MENIAA. 3ÈME ÉDITION DU SALON DE L'AGRICULTURE, DES INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES ET DE L'ÉLEVAGE Plus de 60 exposants au rendez-vous

Soixante-deux (62) exposants prennent part à la 3ème édition du salon de l'agriculture, des industries manufacturières et de l'élevage, inaugurée lundi à la salle omnisports de la commune de Hassi El-Gara (wilaya d'El-Meniaa).

Ces exposants représentent des entreprises nationales et étrangères spécialisées dans divers domaines liés à l'activité agricole, notamment le machinisme agricole, l'irrigation, l'industrie des engrais, l'électrifi-

cation, l'énergie solaire, selon les organisateurs.

Des expertes agricoles et économistes sont également présents au salon pour animer des rencontres et prodiguer des conseils sur les questions relatives au développement de l'agriculture saharienne dans la wilaya d'El-Meniaa. Le chef de l'exécutif local Mokhtar Benmalek a, en marge de la cérémonie d'inauguration de cet événement économique, indiqué que la wilaya d'El-Meniaa dispose des atouts

nécessaires pour devenir un pôle agricole, notamment dans la céréaliculture, la phoeniciculture, les cultures fourragères et maraichères.

De nombreuses opportunités sont offertes aux porteurs de projets désirant investir dans cette wilaya qui recèle des ressources hydriques abondantes et de terres fertiles, a-t-il assuré.

M. Benmalek a aussi mis en avant l'importance de l'accompagnement assuré par les pouvoirs publics pour encourager

l'investissement dans le secteur agricole. Pour sa part, le directeur local des services agricoles (DSA), Mosbah Youcef a souligné que cette exposition constitue un espace de rencontre pour les investisseurs, les opérateurs économiques et les professionnels du secteur agricole. Organisée par la société agro-expo, la 3e édition du salon de l'agriculture, des industries manufacturières et de l'élevage se poursuivra jusqu'au 16 janvier en cours.

SAÏDA. COMMERCE

Journée de formation sur le recensement de la production nationale

Le Théâtre régional Sirat-Boumediene de Saïda a accueilli, lundi, une journée de formation régionale sur le recensement de la production nationale, destinée aux cadres du secteur du commerce de la région ouest du pays, en préparation du lancement du Recensement de la production nationale prévu pour le 26 janvier à l'échelle nationale. Lors de cette rencontre, l'accent a été mis sur les techniques de numérisation pour la mise en œuvre du recensement de la production nationale, ainsi que sur l'application utilisée dans ce processus et les méthodes d'introduction et d'envoi des données vers la base de données centrale. Le directeur régional du commerce intérieur et du contrôle du marché local, Slim Rekad, a indiqué à l'APS que cette journée de formation fait suite aux instructions du ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, et vise à préparer le lancement du Recensement de la production nationale dans sa deuxième édition, prévue pour le 26 janvier dans toutes les wilayas du pays sous la supervision des walis. Le même responsable a souligné "l'importance capitale" de

cette opération visant à maîtriser efficacement l'information économique, en créant une base de données qui, après étude par les experts, permettra de prendre les décisions appropriées pour une gestion optimale du marché national, afin de protéger le pouvoir d'achat des citoyens. Cette journée de formation, organisée par la direction régionale du

Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, en coordination avec la chambre de commerce et de l'industrie El-Ogbane de Saïda, a réuni des cadres du secteur du commerce représentant huit directions du commerce de la région ouest du pays, des wilayas de Saïda, Relizane, Mascara, Chlef, Tissemsilt, Tiaret, El Bayadh et Nâama.

BATNA. DJS

Trois piscines, dont une olympique, programmées pour 2025

La réalisation de trois (3) piscines, en l'occurrence un bassin olympique et 2 autres semi-olympiques, sera "programmée dans la wilaya de Batna au titre de l'exercice 2025", a-t-on appris, lundi, auprès de la direction de la jeunesse et des sports (DJS). M. Laâla Bekkouche, cadre au sein de cette direction, a affirmé, dans une déclaration à l'APS, que les cahiers des charges relatifs à ces trois infrastructures sportives sont "en cours d'élaboration en vue du lancement des études techniques". La piscine olympique, pourvue d'un bassin de 50 m de long et de 25 m de large, "première du genre dans la wilaya", sera construite dans le nouveau pôle urbain de Djerma, tandis que les 2 piscines semi-olympiques sont prévues dans les villes de Tazoult et d'Ain Touta, selon la même source. M. Bekkouche a rappelé que la wilaya de Batna dispose actuellement de sept (7) piscines relevant du secteur de la jeunesse et des sports, à savoir 5 piscines semi-olympiques et 2 piscines de proximité dans les communes de Bitam et d'Ain Yagout.

AÏN-TÉMOUCHENT. NOUVEAU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT Plus de 4 milliards DA alloués pour l'année 2025

La wilaya d'Aïn Témoüchent a bénéficié, cette année, d'un financement global de 4,6 milliards de dinars pour la réalisation du nouveau programme de développement, a indiqué, lundi, le wali, M. Mabrouk Ouled Abdennebi. M. Ouled Abdennebi a souligné, lors de sa présidence d'une réunion pour la présentation du programme d'investissement public de l'État, dont la wilaya a bénéficié pour l'année 2025, que la wilaya a reçu une autorisation de programme de 4,6 milliards DA destiné à la réalisation du nouveau programme de développement dans plusieurs secteurs. Le wali a profité de l'occasion pour inviter les responsables des différents secteurs à entamer les démarches nécessaires pour la mise en œuvre des projets inscrits dans ce programme de développement. Le même responsable a également précisé que d'autres programmes viendront renforcer la wilaya, au cours de cette année, dans le cadre du programme de soutien au développement économique et social des collectivités locales et du Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales. L'autorisation du nouveau programme sectoriel, dont a bénéficié la wilaya pour l'année en cours, comprend 3,83 milliards DA destinés à la réalisation de 29 projets de développement répartis sur neuf secteurs, selon M. Ali Koubaâ, directeur de la programmation et du suivi du budget à la wilaya. Il a également été alloué l'équivalent de 807 millions DA pour la réévaluation de 26 projets de développement dans cinq secteurs, a-t-on précisé.

MILA. CHARGÉS DU RECENSEMENT DU PRODUIT NATIONAL

Journée de formation pour 142 agents

Le cabinet de la wilaya de Mila a accueilli lundi une journée de formation de 142 agents chargés du recensement du produit national dans les deux wilayas de Mila et Jijel. Dans une déclaration à l'APS, le directeur de wilaya du commerce, Abdelwahab Khelfaoui, a précisé que cette journée a concerné des agents et des cadres des deux directions du secteur des deux wilayas de Mila et de Jijel et s'inscrit dans le cadre des préparatifs pour le lancement de la seconde phase du recensement national économique le 19 janvier courant sous le thème "recensement global pour bâtir une économie intégrée". Pas moins de 80 des agents participant sont des cadres et agents de la wilaya de Mila et 62 autres de la wilaya de Jijel, selon la même source. Dr. Sami Bendjedou, formateur durant cette session et enseignant de l'économie appliquée au centre universitaire Abdelhafid Bousouf de Mila, a indiqué que cette formation aidera les agents chargés du recensement à utiliser l'application spéciale du recensement installée sur les smartphones et tablettes utilisés pour l'opération. Les participants ont été également initiés à la "communication efficace" avec l'opérateur économique pour obtenir des informations "précises et globales" sur les entreprises productives actives dans les diverses filières incluant la source des matières premières, les types de produits fabriqués et leurs quantités. Cela contribuera, a-t-on souligné, à élaborer une base de données nationale qui "aidera les autorités supérieures du pays à définir la stratégie économique pour les prochaines années".

**S
T
R
O
P
S**

ERIC CHELLE EN FAIT PARTIE

Le championnat algérien ouvre la voie de la "gloire" aux entraîneurs étrangers

Le championnat algérien de football accueille de plus en plus d'entraîneurs étrangers qui bénéficient de la confiance des plus grands clubs au cours des dernières saisons. En effet, l'amélioration des ressources financières des équipes et leur désir de concurrencer au niveau africain les ont poussées à rechercher des techniciens de renom pour les aider à rivaliser avec les meilleurs.

Cela s'est vérifié encore cette saison avec l'arrivée de quatre équipes algériennes en phase de groupes des compétitions de la Ligue des champions et de la Coupe de la Confédération.

L'expérience algérienne a aussi permis à certains techniciens de bien soigner leurs côtes, et s'offrir des expériences plus excitantes, comme diriger des sélections nationales. C'est le cas tout récemment de l'entraîneur franco-malien, Eric Chelle qui, après une brève expérience avec le MC Oran, va débarquer dans les prochains sur le banc de touche de la sélection nationale du Nigéria, l'une des meilleures équipes du continent africain.

Il dirigera désormais les "Super Eagles" lors des éliminatoires de la Coupe du monde, qui vont reprendre en mars prochain, avec comme objectif de qualifier sa nouvelle sélection au prochain rendez-vous planétaire qui sera organisé aux USA, Canada et Mexique.

Évidemment, Chelle ne pouvait pas rater une telle opportunité, comme il l'a fait lui-même savoir à l'issue de son dernier avec les "Hamraoua", samedi passé à Sétif dans le cadre des seizièmes de finale de la coupe d'Algérie. Son aventure avec la formation d'El-Bahia n'aura ainsi duré que l'espace de



trois mois, lui qui est arrivé à Oran en octobre dernier en signant un contrat de deux années.

Le Français Hervé Renard (56 ans) est devenu l'un des entraîneurs les plus sollicités en Afrique ainsi qu'en Asie ces dernières années. L'actuel entraîneur de l'équipe d'Arabie saoudite a par le passé travaillé dans le championnat algérien à différentes périodes. Sa dernière expérience dans notre pays remonte à 2011 avec l'USM Alger. Après cela, il a été entraîneur à Lille en France et a dirigé, depuis son départ de l'équipe algéroise, les sélections de la Zambie, du Maroc, de l'Arabie saoudite (à deux reprises), et de la Côte d'Ivoire. Il a également dirigé l'équipe de France féminine lors des derniers Jeux Olympiques. Son compatriote Hubert Velud (65 ans) a lui aussi travaillé dans le championnat algérien pendant de nombreuses années. Cependant, après avoir dirigé la JS Kabylie en 2019, il a pris en charge les équipes nationales du

Soudan et du Burkina Faso. Cet entraîneur est considéré comme un "expert" des clubs algériens. Il a entraîné des clubs tels que l'ES Sétif, le CS Constantine et l'USM Alger.

Il n'est pas exclu que le parcours de nombreux noms qui dirigent les équipes algériennes cette saison subisse un grand tournant d'ici la fin de la saison actuelle. En effet, le championnat algérien dans sa version actuelle connaît une augmentation du nombre d'entraîneurs étrangers, en particulier tunisiens, qui cherchent de nouvelles opportunités, bien que la pression soit devenue forte et qu'il ne soit plus facile pour un entraîneur d'en supporter. Cela a été le cas de l'entraîneur algérien Abdelhak Benchikha, qui s'est retiré de la barre technique de la JS Kabylie, il y a quelques jours, malgré un parcours jugé positif des "Canaris" lors de la phase aller, qu'ils ont, du reste, terminé à la première place.

Hakim S.

LE CLUB ALGÉROIS EST PASSÉ À NOUVEAU À LA TRAPPE

Les raisons d'un énième échec du CR Belouizdad en Ligue des champions

Le CR Belouizdad devra encore patienter pour exaucer le souhait de ses nombreux supporters qui nourrissent l'ambition de le voir sur la première marche du football africain, surtout qu'il a, à présent, l'expérience continentale après avoir participé cette saison, pour le cinquième exercice de rang dans la Ligue des champions.

Mais voilà que les Rouge et Blanc sont plutôt en train de faire des pas en arrière, vu qu'après avoir réussi à se qualifier aux quarts de finale lors des trois premières saisons, les voilà échouer à la phase des poules pour le deuxième exercice de suite.

Les gars de "Lâaqiba" sont sortis de la course avant une journée de la fin de la phase de groupes, après une nouvelle défaite subie dimanche dernier Johannesburg, face à Orlando Pirates (2-1), au titre de la cinquième journée du groupe C, qui comprend également le tenant du titre, Al-Ahly d'Égypte, ainsi que l'équipe ivoirienne d'Asec Mimosas.

Dans l'ensemble, on peut dire que cette édition de la Ligue des champions d'Afrique a tourné à une nouvelle déception pour le club algérien, qui tente depuis des années de briller sur la scène continentale, malgré tous les investissements



qu'il a réalisés pour recruter les meilleurs joueurs locaux, tout en dominant les titres nationaux avec quatre championnats sur les cinq dernières saisons. Pour les spécialistes et observateurs, il y a trois raisons qui justifient la désillusion belouizdadie dans l'édition actuelle de la plus prestigieuse des compétitions du continent africain. La première raison à trait à l'instabilité du staff technique de l'équipe. La saison a commencé sous la direction de l'entraîneur français Corentin Martins, qui a dirigé le "Chabab" lors des six premiers matchs de l'épreuve, au cours desquels il a réalisé deux victoires, trois nuls et une seule défaite. Cependant, cela n'a pas suffi à convaincre les supporters et la direction, qui a décidé de le limoger le 14 octobre dernier et

de faire appel à l'entraîneur local Abdelkader Amrani. Bien qu'il y ait eu une amélioration des performances techniques lors de certains matchs, cela n'a pas été suffisant pour garantir la qualification pour le tour suivant de cette compétition continentale. La deuxième raison de l'élimination CRB est également liée au mauvais départ de l'équipe en phase de groupes. Les coéquipiers du gardien Mustapha Zghba ont perdu leur premier match à domicile, au stade du 5 Juillet à Alger, contre Orlando Pirates, qui est considéré comme l'un des meilleurs clubs du continent africain actuellement. Bien que le club algérien ait réussi à obtenir une victoire importante en Côte d'Ivoire contre Asec Mimosas, ce qui a constitué un stimulant de

taille sur le plan mental, l'humiliante défaite contre Al Ahly au Caire, avec un (6-1), a ramené le club algérien à la case départ. Et malgré la victoire historique que les camarades de Slimani ont réalisée à domicile face au club égyptien sur un score de 1 à 0, il fallait au moins revenir avec un nul de Johannesburg pour rester dans la course à la qualification en quart de finale, chose qui ne s'est pas produite malheureusement.

Aussi, les problèmes rencontrés par le CRB, surtout avant le départ pour Le Caire pour affronter Al Ahly, ont été l'un des points noirs qui ont impacté les performances du club algérien dans la compétition africaine. Le vétéran et meilleur buteur de l'équipe nationale algérienne, Islam Slimani, avait boycotté les entraînements en raison de ses différends avec l'entraîneur Abdelkader Amrani, qui préférerait s'appuyer sur l'attaquant Aymen Mahious. Cela a irrité Slimani, fort de son expérience dans les championnats européens, et a également entraîné le mécontentement d'autres cadres de l'équipe face à cette situation, malgré le fait que la direction du club avait réalisé de nombreuses transactions intéressantes lors du dernier mercato estival avec des sommes conséquentes.

H. S.

COUPE D'ALGÉRIE

La FAF dévoile le programme des 8es de finale

La Fédération algérienne de football (FAF) a dévoilé le programme des huitièmes de finale de la Coupe d'Algérie dont les rencontres sont prévues en février prochain.

Avant cette phase, la commission de Coupe d'Algérie organisera le match en retard des 32es de finale qui verra l'Olympique Akbou affronter le CS Constantine le mercredi 5 février 2025 au stade de l'Unité Maghrébine de Bejaïa. De plus, l'USM Alger, qualifiée pour les quarts de finale de la Coupe de la Confédération, jouera son match en retard des 32es de finale contre l'Olympique Magrane le jeudi 16 janvier 2025, au stade du 5 Juillet à 19h00. La grande affiche des 16es de finale sera le duel tant attendu entre le CR Belouizdad et le MC Alger, qui se déroulera le jeudi 20 février 2025 au stade du 5 Juillet à 19h00. Un match qui promet de grandes émotions entre ces deux clubs historiques. Les 8es de finale débuteront le 6 février 2025 avec un match de grande envergure entre le MC Oran et l'USM Harrach au stade Miloud Hadefi d'Oran.

OLYMPIQUE AKBOU - CS CONSTANTINE

REPORTÉ AU 5 FÉVRIER

Par ailleurs, le match des 32es de la Coupe d'Algérie entre l'Olympique Akbou et le CS Constantine, prévu initialement le 25 janvier au stade de l'Unité Maghrébine de Bejaïa, se tiendra désormais le mercredi 5 février à 15h00, a



PH: DR

indiqué la Fédération algérienne de football (FAF). D'autre part, le choc des 16es de finale entre le CR Belouizdad (tenant) et le MC Alger, aura lieu le jeudi 20 février à 19h00 au stade 5 juillet, selon la même source. Pour rappel, les seizièmes de finale de la Coupe d'Algérie, entamés le week-end dernier, se poursuivent ce mardi avec l'affiche attendue entre le RC Kouba (L2) et la JS Saoura (L2) à 18h00, au stade Mohamed Benhadad de Kouba.

Le programme des 8es de finale :

- **Jeu 6 février**
MC Oran - USM El Harrach 20h00
US Biskra - ES Mostaganem 16h00
Amel El Eulma - ES Setif 17h00

- **Vendredi 7 février 2025:**
CR Ain Temouchent - CR Beni Tamou 15h00
MO Bejaïa - JS Hai Djebel 15h00

- **Samedi 22 février 2025:**
MC El Bayadh (L1) - Vainqueur Olympique Akbou- CS Constantine contre MJ Arzew 14h00

- **Dimanche 23 février 2025:**

EN PRÉVISION DU DÉBUT DE LA PHASE RETOUR

L'ES Mostaganem effectuera un stage à Oran

L'équipe de l'ES Mostaganem entrera en stage bloqué d'une durée de dix jours, à partir de jeudi prochain jusqu'au 25 janvier courant à Oran, a-t-on appris, mardi, auprès de la direction de ce club évoluant en Ligue 1 de football. La même source a ajouté que ce stage vise à "renforcer les aspects techniques et physiques" sous la supervision du nouveau staff technique dirigé par l'entraîneur principal, Nadir Leknaoui, qui a remplacé Slimane Raho il y a environ trois semaines. Au programme de ce regroupement figure deux matchs amicaux contre des adversaires à déterminer, vu que les dirigeants poursuivent leurs contacts avec certaines formations en vue de programmer les deux rencontres en question, souligne-t-on. Concernant le marché des transferts d'hiver, la direction des "Hawata" a affirmé la poursuite de ses efforts dans ce dossier "après avoir engagé des négociations avec certains joueurs en prévision de leur enrôlement durant la période de transferts hivernale actuelle, en cas d'un accord commun". L'ESM, qui a terminé la phase aller du championnat à la 16e et dernière place au classement avec 12 points, a récemment conclu sa première

transaction dans le cadre du mercato hivernal, qui a débuté le 5 janvier, en signant l'ex-défenseur international, Djamel Benlamri, arrivé dans un transfert libre après avoir résilié son contrat avec le club irakien "Es-Shorta" qu'il a rejoint, l'été dernier, où il n'est resté que quelques semaines. Benlamri (35 ans) avait porté, la saison passée, les couleurs du MC Alger

avec lequel il a remporté le titre de champion, et ce, pour sa première saison de son retour en Algérie après avoir passé plusieurs années dans les championnats du Golfe, ainsi qu'en France où il a porté les couleurs de l'O Lyon. D'autre part, la direction de la formation de l'ouest du pays, a indiqué qu'elle demandera le report "de 48 heures supplémentaires" de la rencontre en déplacement

de son équipe, qui a accédé cette saison à la Ligue 1, face à l'US Biskra, prévue le 6 février, dans le cadre des huitièmes de finale de la Coupe d'Algérie.. La même source a justifié cette demande par la programmation du match en retard de l'ESM face au MC Alger, au titre de la 13e journée du championnat, pour le 2 février à Mostaganem.

USM EL-HARRACH

Stage de préparation d'une semaine à Alger

L'USM El-Harrach, pensionnaire de la Ligue 2 amateur de football (Gr. Centre-Est), entamera mardi un stage de préparation d'une semaine à l'Ecole supérieure d'hôtellerie et restauration (ESHRA) d'Ain Benian (Alger), en vue de la seconde partie de la saison, a annoncé le club algérois dans un communiqué publié lundi. " Ce stage prévu à l'ESHRA d'Ain Benian s'étalera jusqu'au dimanche 19 janvier, pour préparer la phase retour du championnat, et réaliser les objectifs stratégiques fixés par la direction", précise la même source. Le club banlieusard a bouclé la phase aller à la deuxième place au classement avec 30 points, à cinq longueurs sur le leader et la surprenante formation du MB Rouissat (1e, 35 pts). "Essefra" reste sur une retentissante qualification aux 1/16es de finale de la Coupe d'Algérie, à l'issue de sa victoire en déplacement face à la JS Kabylie (1-0), vendredi dernier stade Hocine Aït-

Ahmed de Tizi-Ouzou. " Lors de ce stage, les joueurs seront soumis à un programme d'entraînement chargé, avec au menu un match amical prévu samedi", contre une équipe à désigner, souligne l'USMH. Par ailleurs, le club a indiqué que le nouveau directeur sportif, Mustapha Maza, "poursuit les pourparlers avec certains joueurs, en vue de leur recrutement lors de ce mercato d'hiver, en concertation avec le conseiller sportif, Mohamed Rahem, selon les besoins définis par le staff technique Abderrahmane Osmane. Les nouvelles recrues seront dévoilées prochainement". Pour rappel, Sofiane Touahria, a été intronisé mercredi dernier à Alger, nouveau président de l'USM El Harrach. La cérémonie d'investiture s'est déroulée en présence de personnalités sportives, d'anciens joueurs et de supporters qui ont consacré leur vie au service de l'USM El-Harrach, à l'instar de l'ancien président, Abdelkader Mana.

ASM ORAN

Des projets ambitieux en matière d'infrastructures

La nouvelle direction de l'ASM Oran nourrit de grosses ambitions pour s'offrir des infrastructures à même de l'aider à mettre en application son projet qu'elle s'est engagée à réaliser lors de son élection, l'été dernier, à la tête de ce club de Ligue 2 de football. A ce propos, le président du club, Mehdi Brahimi, a émis le vœu de bénéficier de la gestion du stade Habib-Bouakeul, où l'ASMO reçoit ses adversaires depuis plusieurs années, tout en indiquant envisager y investir en réalisant de nouveaux équipements, a-t-on appris, lundi, auprès de la direction de la formation de "M'dina J'dida". Parmi ces équipements, un hôtel de 25 chambres au stade Bouakeul même, pour accueillir les mises au vert et les différents regroupements à Oran, aussi bien de l'équipe des seniors que les jeunes catégories, précise-t-on. Dans cette optique, la direction de l'ASMO a lancé des discussions avec le propriétaire du stade "Habib Bouakeul", à savoir l'APC d'Oran, qui a réalisé sur les lieux, depuis quelques années, des travaux de réaménagement, comme la dotation du terrain d'une pelouse synthétique de cinquième génération, souligne-t-on. A l'ASMO, on nourrit l'ambition de "moderniser totalement" cette enceinte footballistique, inaugurée en 1927 et dont la capacité d'accueil est estimée à 18.000 places, explique-t-on encore de même source. Par ailleurs, et dans l'optique de redonner à la formation ses lettres de noblesse au sein de ce club, réputé par le passé pour être une véritable école de football, la direction de l'Ouest du pays a engagé les procédures administratives d'usage auprès des services concernés pour bénéficier d'une assiette de terrain en vue de la construction d'un centre de formation, informe-t-on. L'ASMO, qui en est à sa neuvième saison de suite en Ligue 2, a terminé la phase aller à la troisième place du groupe Centre-Ouest en compagnie de la JSM Tiaret et la JS El Biar comptabilisant chacun 23 points. Les trois clubs sont distancés de 12 points par le leader l'ES Ben Aknoun.

Vainqueur RC Kouba- JS Saoura - Vainqueur USM Alger - Olympique Magrane contre NC Magra

- **Lundi 24 février**
Vainqueur CR Belouizdad - MC Alger contre US Chaouia 19h00

Programme des matchs en retard des 32es de finale :
- **Jeu 16 janvier 2025:**
Stade du 5-juillet (Alger) : USM Alger (L1) - Olympique Magrane (L2) 19h00

- **Mercredi 5 février 2025:**
Olympique Akbou- CS Constantine 15h00

Matches en retard des 16es de finale
- **Dimanche, 9 février 2025 :**
Vainqueur USM Alger (L1) - Olympique Magrane (L2)- NC Magra (heure à fixer)
Vainqueur Olympique Akbou- CS Constantine- MJ Arzew 18h00

- **Jeu 20 février 2025**
CR Belouizdad (L1)- MC Alger (L1) 19h00 .

GC MASCARA

Début de la préparation de la phase retour à Chlef

Le GC Mascara est, depuis lundi soir, à pied d'œuvre à Chlef en prenant ses quartiers au niveau du complexe sportif Mohamed-Salaouatchi (ex-CREPS) dans le cadre d'un stage bloqué de huit jours, a-t-on appris auprès de ce club de Ligue 2 de football. Ce stage sera mis à profit par le GCM pour préparer la phase retour du championnat, après une première partie de saison que les Vert et Blanc ont terminé à la 9e place au classement du groupe Centre-Ouest avec 20 points, devantant de cinq unités seulement le 14e et premier potentiel reléguable l'ESM Koléa, qui en compte 15. Le regroupement de Chlef permettra aussi au nouvel entraîneur de la formation de la "ville de l'Emir-Abdelkader", Hadj Merine, en poste depuis environ trois semaines, de "mieux connaître son effectif et corriger les lacunes signalées au cours de la phase aller", précise-t-on encore de même source. Par ailleurs, la direction du GCM a assuré s'être acquittée des amendes antérieures infligées aux équipes des jeunes catégories, ainsi que de celle des seniors, profitant de la prolongation des délais fixés pour le paiement de ces dettes par les Ligues de football concernées. Une procédure qui a permis au "Ghali" d'éviter la défalcation de points du compte de son équipe fanion, comme prévenu par la Ligue nationale du football amateur.

AFFAIRE OLMO

Le président du Barça dénonce les « tentatives de destabilisation »

En conférence de presse hier, le patron du Barça a livré ses vérités sur le cas Olmo. L'occasion aussi pour lui de tacler les détracteurs du club blaugrana.

C'est l'heure du soulagement et des sourires au FC Barcelone. Avant d'aller humilier le Real Madrid 5 buts à 2 en finale de la Supercoupe d'Espagne, le club catalan a eu l'immense joie d'avoir le feu vert du Conseil Supérieur du Sport espagnol (CSD) pour l'inscription de Dani Olmo et Pau Victor. Un coup de pouce gouvernemental qui n'a pas manqué de faire jaser en Espagne. Nombreux sont les clubs à avoir publié un communiqué pour témoigner leur colère. Car en passant au-dessus des lois de LaLiga et de la fédération espagnole (RFEF), le gouvernement a, selon eux, faussé l'équité du championnat. Revigoré après cette décision, le Barça avait donné rendez-vous aux médias ce mardi 14 janvier à 10h pour la conférence de presse de Joan Laporta. Un exercice à l'occasion duquel le président du Barça allait pouvoir expliquer les dessous du cas Olmo et Victor.

Sans surprise, Laporta a assuré que son club était parfaitement géré et que toutes les attaques extérieures étaient infondées. « Au cours des deux dernières semaines, deux événements sont venus confirmer certaines choses et en infirmer d'autres. Ils confirment la force du Barça et réfutent un faux récit apocalyptique de certains entourages, fait d'ignorance, de mauvaise foi ou d'autres choses. Le Barça est revenu à la règle du 1-1 du fair-play financier de Liga (chaque club ne peut pas dépenser plus que ce qu'il gagne, ndr). Cela nous permet de recruter normalement. Après avoir fait l'objet d'une intervention de la part de la LaLiga, nous n'en faisons plus l'objet. Cela nous permet de signer Dani Olmo et Pau Victor. Pour arriver à la règle du 1-1, nous avons signé avec Nike, le meilleur contrat d'équipementier au monde. Ça et le fait que des entreprises comme Spotify et d'autres partenaires soient là, ça contredit ceux qui disent que le club est mal géré. C'est une évidence. C'est ce que nous, membres du conseil d'administration, constatons. Sans oublier que pendant ce temps, nous construisons un nouveau stade». Ensuite, Laporta a répondu à ceux qui ont considéré la décision du CSD comme une faveur du gouvernement visant à aider un club qui n'aurait normalement jamais eu le droit d'enregistrer ses deux joueurs.

LAPORTA JUBILE

«Il n'a pas été improvisé, il n'a pas été le



fruit de la chance ou d'une aide extérieure. C'est le fruit d'un travail acharné. Nous avons très bien travaillé. Dès le départ, nous avons établi un plan stratégique très détaillé, qui a été évalué au fil des semaines. Il a été mené à bien grâce au travail et au talent de tous les cadres. Ils font un travail extraordinaire. Ils ont travaillé de telle sorte que nous n'avons pas baissé les bras. Nous aimons le Barça. Cette composante est essentielle à nos objectifs. Une grande partie du succès réside dans le fait que les membres ont compris que le Barça devait être sauvé et défendu contre les attaques terrestres, maritimes et aériennes qui venaient de l'extérieur et de l'intérieur. Ils étaient motivés parce que nous sommes un club avec une éthique. (...) Rien ne nous a surpris avec Olmo et Pau. Si l'on se réfère à l'histoire du Barça, ces réactions étaient prévisibles. Lorsque le Barça réapparaît, différents acteurs, soutenus par les médias, apparaissent pour fournir un récit qui n'a rien à voir avec la réalité », a-t-il déclaré, avant d'en remettre une couche sur les médias. « Ce modus operandi se répète. Encore une fois, je suis heureux qu'ils ne s'en soient pas tirés. Ils n'ont pas réussi à s'en sortir. Ils ont essayé de nous écarter du chemin, mais nous avons bien travaillé. Le bon travail des cadres nous a permis d'atteindre la règle du 1-1 et l'enregistrement d'Olmo et de Victor. C'était une attaque féroce. Une attaque contre le bouclier. Et le bouclier ne peut être ni touché ni taché ».

Enfin, après avoir recadré ses détracteurs, Laporta n'a pas manqué d'envoyer un taclé à LaLiga et à la RFEF qui ont, selon lui, tout fait pour que le Barça ne puisse pas inscrire Olmo et Victor. « Nous avons soumis la documentation le 27 décembre. Nous l'avons envoyé dans les délais, mais entre le 27 et le 31, LaLiga nous a demandé de compléter la documentation. Nous pensions que le 31 décembre, nous avions le rapport 1-1 et la LaLiga nous a demandé des exigences supplémentaires qui n'ont pas été incluses. Nous avons parlé à la RFEF qui nous a dit qu'il manquait le 1-1 et qu'il n'y avait pas de problème pour traiter cette extension d'enregistrement. LaLiga et la RFEF ont créé une commission pour les empêcher de nous accorder les licences. Le but de cet article est la stabilité de la compétition. Nous n'entrons pas dans le cadre de cette règle. Ce n'était pas le cas, il s'agissait simplement de prolonger la licence. Le 3, nous avons complété la documentation et nous avons reçu le 1-1. Nous avons soumis l'extension à la RFEF qui a invoqué cet article que nous estimons incorrect. Je ne m'étendrai pas trop sur le fond de l'affaire parce qu'elle est en cours de traitement, mais le Barça respecte la réglementation. Pour que le CSD accorde une mesure conservatoire urgente, il faut qu'il apprécie qu'un dommage difficilement réparable soit en train de se produire. C'était le cas.» Voilà qui est dit.

MANCHESTER UNITED

Rashford pose un ultimatum pour son mercato

Invité à trouver un nouveau point de chute cet hiver, Marcus Rashford a l'embaras du choix. Mais le temps presse. Le mercato d'hiver 2025 a ouvert ses portes il y a deux semaines. A mi-parcours, plusieurs joueurs ont déjà trouvé un nouveau point de chute. Mais ils sont encore nombreux à pouvoir changer d'air durant ce mois de janvier. C'est notamment le cas de Marcus Rashford. Pousé dehors par Manchester United, l'Anglais est en quête d'un nouveau challenge, comme il l'a confié en décembre. «Je pense que je suis prêt à relever un nouveau défi. Le jour où je partirai, ce sera sans rancune. Je ne ferai aucun commentaire négatif sur Manchester United. J'ai vu comment d'autres joueurs sont partis par le passé et je ne veux pas être cette personne». Il ne faut donc

pas compter sur lui pour vomir sur les pensionnaires d'Old Trafford. Une attitude plutôt classe de la part du natif de Manchester, qui s'active avec son frère et agent pour trouver un nouveau club. Et il y a du beau monde. Le Borussia Dortmund, la Juventus, le PSG, Galatasaray, Côme, l'AC Milan, West Ham ou encore l'Arabie Saoudite ont été cités. En position de force, Rashford donne sa préférence pour le moment à la Liga et plus particulièrement au FC Barcelone. Un club qui le fait rêver. Malgré des soucis financiers et des difficultés pour inscrire Dani Olmo et Pau Victor, les Catalans ont malgré tout un œil sur la situation de l'international anglais. Sport explique que l'entraîneur, Hans Dieter Flick, adore le joueur, qu'il avait déjà tenté de recruter au

Bayern Munich.

RASHFORD MET LA PRESSION

Le média catalan ajoute que le technicien allemand, qui a déjà validé son arrivée auprès de sa direction, apprécie sa polyvalence en attaque et qu'il voit en lui le joueur capable de suppléer Robert Lewandowski en cas de besoin. Mais son cas est loin de faire l'unanimité chez les pensionnaires du Camp Nou. Certaines voix au club estiment qu'il ne possède pas le profil dont le club a besoin et qu'il fait preuve d'une certaine irrégularité. De plus, ses problèmes extrasportifs posent question au sein du Barça, où on a besoin d'un joueur au rendement immédiat et irrécusable à tous les niveaux. En cas d'arrivée cet hiver, celle-ci se ferait uniquement sous la forme d'un prêt.

Mais il faudrait que MU fasse quelques efforts financiers. Pour le moment, Sir Jim Ratcliffe et ses équipes ne veulent pas payer une partie de l'énorme salaire du joueur en cas de prêt. De son côté, l'attaquant, qui discute avec l'AC Milan, ne perd pas espoir de rejoindre Barcelone. Malgré tout, il a fixé un ultimatum aux Blaugranas. Selon Sport, il les a prévenus depuis quelque temps qu'il leur donne jusqu'au 15 janvier, soit jusqu'à demain, pour prendre une décision et lui donner une réponse définitive concernant sa signature ou non. L'Anglais ne veut pas trop attendre et manquer des opportunités. Le FC Barcelone, qui a d'autres chats à fouetter, est prévenu. Marcus Rashford n'est pas prêt à tout pour signer dans le club de ses rêves.

PSG

Tottenham a fait une offre pour Kolo Muani

«Je ne sais pas. Le mercato, pour moi, c'est plutôt le marché des fruits, du poisson, du pain... Je n'ai rien à dire». Récemment interrogé sur le mercato de Randal Kolo Muani, Luis Enrique nous avait encore réservé une réponse farfelue. Mais en coulisse, ça s'active bien autour de l'attaquant du Paris Saint-Germain. L'Équipe nous apprend que Tottenham a fait une première offre pour l'international tricolore. Une proposition qui risque toutefois de ne pas satisfaire la direction parisienne puisqu'il s'agit d'un simple prêt sans option d'achat.

AL-NASSR

Un nouveau contrat XXL pour CR7 ?

Cristiano Ronaldo (40 ans) et Al-Nassr, c'est une affaire qui roule. Selon les informations du média saoudien Al Khabar, l'attaquant portugais est en passe de prolonger son contrat d'une saison dans le Golfe. Ce nouveau bail lui permettrait de bénéficier d'un salaire supérieur à ses émoluments actuels estimés à 200 millions d'euros (droits à l'image inclus) par saison.

MEXIQUE

James signe au Club León

Licéberé par le Rayo Vallecano seulement six mois après son arrivée, James Rodriguez (33 ans) va poursuivre sa carrière au Mexique. Le Club León a annoncé la signature de l'ancien milieu offensif du Real Madrid, de Monaco ou encore du Bayern Munich.

ESPAGNE

De la Fuente bientôt prolongé

Sous contrat jusqu'à la Coupe du monde 2026, le sélectionneur de l'Espagne Luis de la Fuente devrait prolonger d'ici la fin du mois de janvier, selon le journal AS ce lundi. Même si le différend financier entre le technicien espagnol et la Fédération Royale Espagnole de Football n'est pas totalement réglé, un compromis se trouve sur le point d'être trouvé. Le patron du champion d'Europe 2024 rempilerait ainsi jusqu'à l'Euro 2028.

REAL MADRID

Carlo Ancelotti sous pression

La défaite face au FC Barcelone a laissé des traces au Real Madrid, où le vestiaire se fissure. Carlo Ancelotti est notamment au centre des débats.

Le Real Madrid est considéré, par beaucoup, comme étant le meilleur club du monde. Malgré ce statut, l'écurie présidée par Florentino Pérez n'échappe pas à la crise. Cette saison, les pensionnaires du stade Santiago-Bernabéu enchaînent les turbulences sur le terrain comme en interne. Lors de la première partie de l'exercice 2024-25, les mauvais résultats de la formation madrilène ainsi que le jeu proposé ont fait couler de l'encre.

Les cas Kylian Mbappé, Vinicius Jr, Rodrygo, Jude Bellingham, Aurélien Tchouameni et bien d'autres ont aussi alimenté les discussions. Alors qu'on pensait que cette crise était passagère, elle est toujours d'actualité depuis la défaite ce week-end face au FC Barcelone en Supercoupe d'Espagne.

Depuis le revers 5 à 2 face aux Culés, la presse espagnole multiplie les articles pour désigner les coupables. Ce mardi, c'est au tour de Relevo de pointer du doigt la Casa Blanca. Ainsi, le média ibérique évoque les tensions qui règnent en coulisses, notamment autour du cas Carlo Ancelotti.

Sous contrat jusqu'en juin 2026, le Mister n'est, a priori, pas inquiet. Ce, même si le nom de Santiago Solari est cité pour le remplacer en cas de départ prématuré. Malgré la confiance du Real Madrid et de ses dirigeants, Ancelotti ne fait plus l'unanimité. Relevo explique qu'il est parfaitement conscient du fait qu'il y a plusieurs



hauts responsables du club qui ne sont pas fans de sa façon de travailler.

ANCELOTTI EST POINTÉ DU DOIGT PAR PLUSIEURS JOUEURS

Ils pointent notamment du doigt le manque de jeunes joueurs dans le groupe professionnel ou encore le fait qu'il repositionne certains joueurs à d'autres postes. Mais l'ancien coach du PSG, qui ira au bout de ses idées, tente d'inverser la tendance, avec l'aide de son staff technique et de quelques cadres de son équipe. Mais au sein du vestiaire madrilène, Ancelotti ne fait plus l'unanimité non plus. Relevo révèle que certains joueurs sont agacés par le coach. Ses décisions ne sont pas toujours comprises et appréciées. De plus, quelques éléments estiment qu'il ne fait pas suffisamment preuve de caractère auprès de certains alors qu'il fait des reproches à d'autres. La publication espagnole ajoute qu'il a aussi demandé pardon aux joueurs qu'il a grondés devant les

autres. Un signe qu'il est plus nerveux et préoccupé que d'habitude, lui qui cherche des solutions.

Il va d'ailleurs en discuter avec ses dirigeants, dont Florentino Pérez, assure Marca. En effet, une réunion est prévue pour évoquer la crise et le mercato. Si l'arrivée d'un défenseur central n'est pas prévue malgré les besoins du club, le Real Madrid estime que recruter un latéral droit est urgent. Trent Alexander-Arnold (Liverpool) est toujours la priorité. Le sujet du mercato crispe d'ailleurs le club. Relevo explique que beaucoup ne comprennent pas pourquoi Florentino Pérez n'accélère pas sur le recrutement d'un ou de plusieurs joueurs. Le boss madrilène n'est pas épargné. Les supporters, comme certains au club, lui reprochent de «ne pas s'impliquer dans le cas Olmo, son amitié avec Laporta, les rires avec Lewandowski après la défaite de la Supercoupe et d'autres attitudes». L'incendie se propage à tous les étages de la Casa Blanca.

ARSENAL

Fin de saison pour Jesus ?

Les Gunners ne sont pas vernis. Après la vilaine blessure de Bukayo Saka et la longue indisponibilité de l'ailier anglais, Mikel Arteta vient de perdre un autre élément offensif pour longtemps.

Enorme coup dur pour Arsenal. Deuxièmes du classement de Premier League à six points de Liverpool, les Gunners sont plus que jamais engagés dans la course au titre. Sauf que ça devient de plus en plus compliqué pour Mikel Arteta. Alors qu'Arsenal disputait le troisième tour de la FA Cup contre Manchester United, le club londonien a perdu Gabriel Jesus sur blessure. Et les images du Brésilien sortant sur civière en pleurs ne laissent présager rien de bon.

Mardi matin, la format londonienne n'a pas encore communiqué sur l'état de santé de son attaquant, mais The Athletic annonce que le pire est vraiment à craindre. Le média indique en effet que les médecins d'Arsenal suspectent fortement une sale blessure au genou. Gabriel Jesus se serait rompu les ligaments croisés du genou gauche. Une information qui, si elle se confirme, éloignerait l'international ari-verde des terrains durant de longs mois. Des examens complémentaires doivent être réa-

lisés aujourd'hui et il y a fort à parier pour qu'Arsenal communique dans la foulée.

JESUS, APRÈS SAKA

C'est un énorme coup de massue pour le joueur qui s'était déjà blessé sérieusement au genou droit en 2022. Un pépin physique qui l'avait privé de compétition durant trois mois. Pour Mikel Arteta, le coup est rude aussi. Pour rappel, l'entraîneur des Gunners a déjà perdu Bukayo Saka le mois dernier. Touché aux

ischio-jambiers, l'Anglais est censé rester éloigné des terrains pendant au moins deux mois. Auteur de 7 buts et de 2 passes décisives en 27 matches, Jesus n'est pas l'arme offensive numéro 1 du coach espagnol, mais ce dernier se retrouve tout de même privé de deux solutions offensives non négligeables.

Arsenal pourrait donc devoir s'activer plus que jamais durant ce mercato. Avec la blessure de Saka, les Londoniens s'étaient déjà mis

en quête d'un renfort offensif. Les noms de Matheus Cunha (Wolverhampton), Evan Ferguson (Brighton), Alexander Isak (Newcastle) et de Marcus Rashford (Manchester United) ont ainsi été cités. Poussé vers la sortie par le Paris Saint-Germain, Randal Kolo Muani avait également vu son nom être murmuré dans les travées de l'Emirates. Avec l'indisponibilité de Jesus à gérer en plus de celle de Saka, Arsenal a donc deux semaines pour trouver une solution.

MANCHESTER CITY

Une pépite brésilienne va signer pour 40 M€

Manchester City va faire une razzia cet hiver. Les Skyblues ont d'ailleurs bouclé un premier dossier.

Cet hiver, Manchester City compte sur le marché des transferts pour sauver sa saison. En effet, les Skyblues ont connu de nombreux soucis, entre les blessures et les résultats loin des attentes.

Après 20 journées de Premier League, la formation manciunienne pointe en sixième position au classement et semble totalement lâchée dans la course au titre. Pour tenter de s'en sortir, l'écurie britannique va apporter des retouches et du sang neuf au sein de son effectif XXL. Pep Guardiola a évoqué les besoins de son club hier.

« Nous avons eu des difficultés en défense cette saison. Dès le début de la saison, c'était

la défense et le milieu. Devant, on est plus ou moins bien, mais derrière, toute la saison, on a eu du mal ».

Les pensionnaires de l'Etihad Stadium attendent donc du monde au milieu et derrière, même si Omar Marmoush (Eintracht Frankfurt), a les faveurs de la direction comme révélé par nos soins. En défense, le Lensois Abdoukodie Khusanov est ciblé. « Le club n'a rien annoncé. Je ne sais pas », a lancé Guardiola hier à son sujet.

ACCORD TROUVÉ POUR VITOR REIS

Si ces deux dossiers semblent bien avancés, c'est un autre joueur qui va rejoindre en premier les champions d'Angleterre durant ce mois de janvier. Sky Germany a révélé dans la nuit que Manchester City a trouvé un accord

SERIE A

La Fiorentina battue par la lanterne rouge

Un temps liée à la course au titre, la Fiorentina vient de subir un cinquième match de suite sans victoire en Serie A, battue par Monza (1-2) ce lundi, en clôture de la 20e journée. Beltran (74e s.p.) a bien tenté de relancer la Viola, mais le mal était fait : la lanterne rouge avait pris deux longueurs d'avance grâce à Ciarria (44e) et Maldini (63e). 6e au classement provisoire, la Fio prend 10 longueurs de retard sur le podium tandis que le club lombard, toujours dernier, signe son deuxième succès de la saison et met fin à une série de douze rencontres de rang sans gagner, toutes compétitions confondues.

BAYERN MUNICH

Nübel prêt pour l'après-Neuer

Bientôt prolongé jusqu'en juin 2026 par le Bayern Munich, le gardien Manuel Neuer devrait être remplacé, à l'issue de son contrat, par Alexander Nübel (28 ans, 16 matchs en Bundesliga cette saison). Lié aux Bavarois jusqu'en juin 2029, l'ancien Monégasque verra son prêt au VfB Stuttgart prendre fin en juin 2026 également. Pour le journal allemand Kicker, le portier s'est dit prêt à assurer la relève de la légende munichoise. « Bien sûr, mon objectif est de devenir le numéro 1 là-bas. Bien sûr, je veux m'y établir. Si Manuel Neuer prolonge son contrat maintenant comme je m'y attends, nous verrons avec le club si nous pouvons nous réunir en 2026 ou si nous nous mettrons d'accord sur autre chose. Je suis vraiment détendu et j'attends l'avenir avec impatience », a confié Nübel.

AC MILAN

Rashford plutôt que Walker ?

Souhaitant quitter Manchester City sur ce mercato d'hiver, le latéral droit Kyle Walker (34 ans, 15 matchs en Premier League cette saison) a été annoncé dans le viseur de l'AC Milan. Selon les informations du quotidien L'Equipe ce lundi, le club lombard, par l'intermédiaire du dirigeant Zlatan Ibrahimovic, a maintenu un contact constant avec l'international anglais, mais sans formuler la moindre proposition. En effet, en raison du règlement en Italie, l'actuel 8e de Serie A peut recruter un seul joueur britannique par an. Et actuellement, les Rossoneri donnent la priorité à un autre Britannique, visiblement l'attaquant de Manchester United Marcus Rashford (27 ans, 15 matchs et 4 buts en Premier League cette saison).

REÇUS PAR LE PREMIER MINISTRE FRANÇOIS BAYROU

Les syndicats agricoles exigent des actes

Les principaux syndicats agricoles français ont réclamé des actes alors qu'ils étaient reçus ce lundi à Matignon par le Premier ministre François Bayrou. "Nous avons dit au Premier ministre que nous sommes dans une course contre-la-montre pour apporter des solutions", a déclaré à la presse Arnaud Rousseau, patron de la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants Agricoles), à la sortie de sa rencontre avec Bayrou.

"Nous avons dit que cette course contre-la-montre avait aussi un rendez-vous d'étape qui est le Salon de l'agriculture qui aura lieu à partir du 22 février", pour "lequel nous avons besoin que soit concrétisé ce que nous demandons", a-t-il ajouté. Et de poursuivre : "Nous avons rappelé au Premier ministre que nous avons besoin qu'il s'engage. C'est ce qu'il a fait puisqu'il nous a dit que depuis quelques jours, il n'entend parler que de mur, mur budgétaire, mur politique... Face au mur agricole, il nous a dit sa volonté de faire en sorte de trouver des solutions, de franchir ce mur et d'apporter rapidement les solutions que nous attendons". Reçus par François Bayrou après la FNSEA, les Jeunes Agriculteurs (JA) ont, à leur tour, appelé à des mesures concrètes. "Maintenant place aux actes, nous reprenons rendez-vous au Salon de l'agriculture", a dit le président de JA, Pierrick Horel, à la sortie de Matignon.



PH: DR

gnon. De son côté, la Coordination rurale (CR), également reçue à Matignon, a indiqué attendre le discours de politique générale de Bayrou prévu aujourd'hui. "Nous espérons entendre les revendications, ou celles du moins qui ne coûtent rien à l'État, dans son discours de politique générale", a indiqué la présidente de la CR, Véronique Le Floch, à l'issue de la réunion avec Bayrou. "Il n'y aura pas besoin d'appel à ce que les agriculteurs montent sur Paris, puisqu'ils pourront constater par eux-mêmes l'avancée ou la non-avancée des annonces du Premier ministre", a-t-elle noté. Pour la Confédération paysanne, quatrième syndicat à être reçu par François Bayrou, la rencontre à Matignon n'a pas apporté de réponses. "Sur les questions centrales du revenu, de

la rémunération, des prix, des droits sociaux des paysans, il n'y a clairement pas eu de réponse ce (lundi) matin", a indiqué sa porte-parole, Laurence Marandola. Un peu plus d'un an après la mobilisation des agriculteurs, lancée en janvier 2024 pour alerter sur les crises systémiques affectant le monde agricole, l'instabilité politique a entraîné du retard dans les réponses. La censure du gouvernement Barnier a, une nouvelle fois, mis en suspens plusieurs textes parlementaires attendus par le monde agricole pour répondre à la crise. En l'absence de loi de finances pour 2025, les promesses faites aux agriculteurs par les précédents gouvernements restent également en suspens.

R.I / Agences

ENVERS L'ASIE DU SUD-EST

Le Japon renforce son engagement

Le Premier ministre japonais Shigeru Ishiba a rencontré vendredi 10 janvier son homologue malaisien Anwar Ibrahim lors de sa visite dans ce pays d'Asie du Sud-Est, s'engageant à renforcer la coopération pour relever les défis régionaux et internationaux urgents, notamment les tensions en Mer Orientale, au Moyen-Orient et la crise actuelle au Myanmar. Au cours d'une conférence de presse conjointe, le Premier ministre Shigeru Ishiba a affirmé que les deux pays étaient convenus de maintenir une communication étroite sur ces questions et de renforcer leur engagement commun à promouvoir la paix et la stabilité. Soulignant le rôle stratégique de la Malaisie en tant que pont entre l'Asie du Sud-Est et le Moyen-Orient, Shigeru Ishiba a déclaré que le Japon appréciait la coopération avec la Malaisie pour relever les défis régionaux et tirer parti des connaissances approfondies et de l'expertise économique de l'Asie de l'Est. Il a également exprimé l'engagement du Japon à renforcer la coopération bilatérale avec la Malaisie dans la gestion des risques de catastrophe. Le Japon et la Malaisie ont réaffirmé leur engagement à renforcer leur coopération et à se concentrer sur l'amélioration de la résilience des chaînes d'approvisionnement conformément au cadre MADANI du Premier ministre Anwar Ibrahim, en donnant la priorité à la durabilité, à l'innovation et à la prospérité.

R.I / Agences

GROENLAND

« Disposé » à des liens plus étroits avec les Etats-Unis

Le Premier ministre du Groenland Mute Egede a déclaré lundi que le territoire autonome danois était disposé à avoir des relations plus étroites avec les USA. Notamment pour ce qui concerne les régions où se trouvent des ressources minérales inexploitées. M. Egede a ajouté qu'il recherchait des « opportunités de coopération avec (Donald) Trump ». Le président élu américain, qui prendra ses fonctions le 20 janvier, a provoqué un séisme la semaine dernière lorsqu'il a refusé d'exclure une intervention militaire pour placer le canal de Panama et le Groenland sous contrôle américain. Le vice-président élu J.D. Vance a pour sa part déclaré à la chaîne Fox News que les Etats-Unis n'avaient pas besoin d'utiliser la force militaire, en relevant qu'ils avaient déjà des troupes au Groenland. Les Etats-Unis possèdent en effet une base militaire dans le nord-ouest du Groenland. Lors d'une conférence de presse, le Premier ministre

du Groenland Mute Egede a déclaré que le territoire était ouvert à des liens plus étroits avec les Etats-Unis, selon la chaîne publique groenlandaise KNR. « Nous devons faire des affaires avec les Etats-Unis. Nous avons commencé à entamer un dialogue et à chercher des opportunités de coopération avec Trump », a souligné M. Egede. Le territoire a « ses portes ouvertes en matière d'exploitation minière. Il en sera de même dans les années à venir. Nous devons commercer avec les Etats-Unis », a-t-il insisté. Le territoire, qui aspire à son indépendance du Danemark, attise les convoitises pour ses ressources naturelles – bien que la prospection pétrolière et l'exploitation de l'uranium y soient interdites – et pour son importance géostratégique – ce qui explique pourquoi les Etats-Unis y ont une base militaire. Donald Trump avait pour la première fois dit qu'il voulait acheter le Groenland en 2019 lors de son premier mandat présidentiel, une proposition

qui a été rejetée avec détermination par le Groenland et le Danemark. Au cours d'une visite au Danemark la semaine dernière, M. Egede a jugé que le territoire « entrerait dans une nouvelle ère, une nouvelle ère où le Groenland est au centre du monde ». Il a stipulé que le Groenland continuerait à coopérer avec les Etats-Unis, tout en soulignant que ce serait à ses propres conditions et que c'était « le peuple groenlandais qui décidait de son avenir ».

R.I

AIDE HUMANITAIRE A L'UKRAINE

L'UE a alloué 148 millions d'euros de plus

L'Union européenne a alloué 148 millions d'euros de plus pour l'aide humanitaire à l'Ukraine et à ses réfugiés en Moldavie. C'est ce qu'a rapporté la Commission européenne. « 148 millions d'euros du nouveau paquet de financement viseront à apporter l'aide humanitaire vitale en Ukraine et en Moldavie, et augmenteront également la somme totale de l'aide humanitaire de la Commission européenne à plus de 1,1 milliard d'euros », est-il indiqué. Selon la déclaration de Bruxelles, 140 millions seront attribués à des projets humanitaires en Ukraine, tandis que les 8 millions d'euros restants seront remis à des projets humanitaires en Moldavie visant à soutenir les réfugiés ukrainiens. « Le soutien se concentrera sur l'assistance aux réfugiés ukrainiens et aux communautés d'accueil moldaves, l'attention principale sera accordée à l'aide financière, à l'accès aux services vitaux tels que la santé et l'éducation, et au soutien psychosocial », note la déclaration.

Agences

ESPAGNE

Trois membres « extrêmement dangereux » de la Camorra napolitaine arrêtés

Un des chefs d'un dangereux clan familial, son fils et son gendre, tous trois membres de la Camorra, la mafia napolitaine, ont été arrêtés en Espagne ce week-end. Ils étaient recherchés par la justice italienne pour tentative de meurtre, trafic d'armes et blanchiment. La police espagnole a annoncé lundi l'arrestation de trois membres de la mafia napolitaine, la Camorra, considérés comme « extrêmement dangereux » et recherchés notamment par la justice italienne pour tentative de meurtre, trafic d'armes et blanchiment. "Un des chefs d'un dangereux clan familial", son fils et son gendre Les trois personnes, interpellées ces derniers jours, sont "un des chefs d'un dangereux clan familial", son fils et son gendre, a précisé la police dans un communiqué, sans donner leurs noms. Ils ont été arrêtés dans la ville côtière de Marbella, en Andalousie, dans le sud de l'Espagne, une zone où de nombreux membres de bandes criminelles internationales se sont installés ces dernières années. L'enquête a démarré lorsque la police espagnole a appris que ce chef de clan, recherché pour blanchiment d'argent, pouvait se trouver en Espagne après avoir fui l'Italie. Il a été localisé dans un lotissement de la ville, dans une maison disposant "d'importants dispositifs de sécurité" et qu'il ne quittait presque jamais, selon le communiqué.

Agences

JO DE PARIS

Plus de 100 médailles détériorées renvoyées par des athlètes

Une centaine de médailles des Jeux olympiques de Paris, dont l'apparence s'est vite détériorée, ont été renvoyées par des athlètes. Le précieux sésame pour lequel ils et elles ont fourni une montagne d'efforts est déjà méconnaissable. Selon le quotidien La Lettre, plus de cent médailles remportées aux Jeux olympiques 2024 ont été renvoyées au COJOP (Comité d'organisation des Jeux olympiques et paralympiques). En cause ? Leur état, qui n'a plus rien à voir avec le jour de la remise sur le podium. Dès le 9 août, quelques jours après avoir décroché le bronze avec le relais français sur 4x100 mètres 4 nages, Maxime Grosset en parlait sur la plate-forme Twitch : « On dirait qu'elle est défoncée, oxydée un peu ».

Agences

LE PORTE-PAROLE DU KREMLIN :

« Nous espérons pouvoir contrer les sanctions américaines »

La Russie cherchera des mesures pour minimiser les conséquences des nouvelles sanctions américaines visant son secteur énergétique, a déclaré lundi le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov.

Les Etats-Unis ont imposé vendredi des sanctions à plus de 200 entités et individus impliqués dans le secteur énergétique russe et ont identifié plus de 180 navires comme étant des biens bloqués. "Dans le monde moderne, la situation a démontré à maintes reprises que les voies naturelles et les voies d'approvisionnement en énergie ne pouvaient pas être simplement coupées", a déclaré M. Peskov, ajoutant que la Russie chercherait d'autres options. S'agissant des sanctions prises à l'encontre de hauts responsables de l'entreprise publique russe d'énergie atomique Rosatom, M. Peskov a affirmé que l'entreprise poursuivrait ses activités internationales. "Il est clair que les Etats-Unis continueront à tenter de saper les positions de nos entreprises par des moyens non concurrentiels. Mais (...) nous pensons être en mesure de contrecarrer ces tentatives", a-t-il déclaré.

A propos des conséquences des sanctions, Peskov a déclaré qu'elles « déstabiliseront » les marchés internationaux de l'énergie, quelques jours après que Washington a annoncé de nouvelles mesures visant à réduire davantage les revenus de Moscou dans le contexte de la guerre en Ukraine. « Bien sûr, de telles décisions ne peuvent qu'entraîner une certaine déstabilisation des marchés internationaux de l'énergie, des marchés



pétroliers », a déclaré le porte-parole du Kremlin. Indiquant que Moscou surveillera attentivement les conséquences des mesures et ajustera ensuite le travail des entreprises russes pour en minimiser les effets, Peskov a affirmé que les routes d'exportation de l'énergie russe ne peuvent pas être « coupées » par les sanctions. « Si quelque chose est bloqué à un endroit, des alternatives apparaissent ailleurs. Par conséquent, des recherches seront menées pour identifier des options de travail qui minimiseront les conséquences des sanctions », a ajouté Peskov, qualifiant ces mesures de « illégales ». Il a également commenté l'impact des sanc-

tions sur la société d'État russe de l'énergie nucléaire, Rosatom, en soulignant que l'entreprise continuera ses activités internationales. « Il est évident que les Etats-Unis continueront de tenter de saper les positions de nos entreprises par des moyens non compétitifs. Bien sûr, nous espérons pouvoir contrer ces tentatives », a-t-il déclaré. Peskov a conclu en affirmant que l'administration Biden sortante fera tout son possible pour laisser à Donald Trump, qui prendra ses fonctions le 20 janvier, et à sa nouvelle administration, « le pire héritage possible » en matière de relations bilatérales avec la Russie.

R.I / Agences

ÉTATS-UNIS

Donald Trump condamné dans l'affaire des paiements dissimulés mais dispensé de peine

Juan Merchan, le juge new-yorkais en charge de l'affaire des paiements dissimulés versés par le président élu américain Donald Trump à une actrice de films pornographiques, a reconnu vendredi M. Trump coupable, mais lui a accordé une libération inconditionnelle. Selon la sentence, M. Trump ne s'acquittera d'aucune amende et ne fera l'objet d'aucune mise à l'épreuve. Toutefois, la sentence fait officiellement de M. Trump un criminel condamné, sous réserve du résultat de ses futurs appels. Les protections juridiques "considérables, voire extraordinaires" dont bénéficie la fonction présidentielle sont un facteur qui l'emporte sur tous les autres, a déclaré M. Merchan. Toutefois, "elles ne réduisent pas la gravité du crime et ne justifient en rien sa commission", a ajouté M. Merchan. "L'imposition d'une peine est l'une des décisions les plus difficiles et les plus importantes qu'un juge pénal soit appelé à prendre", a ajouté M. Merchan. Compte tenu du statut de président élu de l'accusé, le procureur de New York, Joshua Steinglass, a recommandé une peine de libération inconditionnelle. L'investiture de M. Trump en tant que 47e président des Etats-Unis est prévue pour le 20 janvier. La libération inconditionnelle préserve le statut de M. Trump, criminel condamné, pendant qu'il poursuit ses appels, a ajouté M. Steinglass. **Agences**

SYRIE

Le Canada s'engage à fournir une aide de 17,25 millions usd

Le Canada a récemment annoncé un engagement significatif en faveur de l'aide humanitaire en Syrie, avec un financement de 17,25 millions de dollars. Cette décision intervient alors que la crise humanitaire qui sévit dans le pays atteint des niveaux alarmants. Dans un communiqué relayé par nos confrères de l'agence Anadolu, le ministre canadien du Développement international a exprimé ses préoccupations face à la situation critique en Syrie. « Les besoins du peuple syrien ont atteint des niveaux sans précédent après 13 ans de crise », a mentionné

le communiqué, soulignant que plus de 16 millions de Syriens nécessitent une aide urgente. Les fonds alloués seront distribués par le biais de partenaires humanitaires expérimentés.

Ces derniers se concentreront sur la fourniture d'eau potable, de nourriture, de services de protection et sur des actions contre la violence basée sur le genre. Le financement soutiendra également l'assainissement, l'hygiène et les soins de santé, aspects cruciaux dans le contexte actuel. Ahmed Hussen, ministre du Développement international du Canada, a réaf-

firmé l'engagement du pays : « Le conflit en Syrie a laissé des millions de personnes dans le besoin d'une aide urgente. » Comme l'a souligné Anadolu, M. Hussen a assuré que le financement annoncé permettra à leurs partenaires de répondre aux besoins essentiels sur le terrain. Le Canada entend continuer à aider non seulement la population syrienne mais également les pays avoisinants touchés par cette crise humanitaire. Cette détermination reflète la volonté de contribuer à atténuer les conséquences de cette situation prolongée.

R.I

FRANCE

Le ministre des Transports visé par une enquête pour détournement de fonds publics

Le nouveau ministre des Transports du gouvernement de François Bayrou, Philippe Tabarot, fait l'objet d'une enquête pour des faits de « détournement de fonds publics », de prise illégale d'intérêts » et de « recel » de ces deux délits, selon une information révélée lundi matin par BFMTV citant une source judiciaire. L'enquête, ouverte par le Parquet national financier (PNF), concerne des faits signalés en juillet 2021 par la Haute autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP). Dans le cadre de cette enquête, une perquisition a déjà été effectuée en 2022 dans les locaux du GIP (Groupe d'intérêt public) du Cannel (Alpes-Maritimes) ainsi qu'au domicile privé de Philippe Tabarot. Les investigations portent sur les postes qu'il a notamment occupés au Groupement d'intérêt public (GIP) du Cannel (Alpes-Maritimes) entre 2018 et 2020. Dans les colonnes du journal Le Monde, Philippe Tabarot, ancien sénateur des Alpes-Maritimes, affirme n'avoir « aucune information sur le contenu et l'objet de la procédure ». « Je n'ai jamais été entendu dans ce cadre », a-t-il également fait savoir. Pour rappel, Philippe Tabarot, dont la sœur Michèle a été maire du Cannel entre 1995 et 2017, a été nommé fin décembre à la tête du ministère des Transport par le nouveau Premier ministre François Bayrou.

R.I

ALLEMAGNE

Deux morts dans un accident de la route

Un drame routier endeuille Flixbus. L'accident d'un car de la compagnie allemande voyageant entre l'Allemagne et la Pologne a fait deux morts et des blessés samedi sur une autoroute du nord du pays, a indiqué l'entreprise. L'accident de la route s'est produit dans l'après-midi sur le trajet entre Berlin et la ville polonaise de Szczecin, selon un communiqué de Flixbus. Onze blessés Parmi les 14 personnes à bord, dont un chauffeur, « deux personnes sont décédées. Les autres occupants ont été transportés dans des hôpitaux proches », précise le communiqué. Selon la police locale, les victimes sont une femme de 29 ans et un homme de 48 ans. La police a comptabilisé onze blessés, dont la conductrice du bus. « Les circonstances exactes de l'accident ne sont pas encore connues », ajoute l'entreprise.

R.I

BELGIQUE

Le trafic aérien et ferroviaire perturbé à cause d'une grève

L'aéroport de Bruxelles-Zaventem, le premier du pays, 40% des vols prévus sur la journée au départ et à l'arrivée sont annulés, a indiqué à l'AFP une porte-parole de la société exploitante, Brussels Airport. Les compagnies aériennes ont dû adapter leur trafic à la baisse du personnel disponible parmi les bagagistes et les agents de sécurité, a-t-elle précisé.

La compagnie Brussels Airlines – du groupe Lufthansa à l'instar de Swiss – avait indiqué dès samedi être contrainte d'annuler préventivement « 50% de (ses) vols européens », afin de pouvoir maintenir les vols long-courrier. A Charleroi, deuxième aéroport du pays et premier hub de Ryanair sur le continent européen,

« des retards importants sont à prévoir et des annulations ne sont pas exclues », selon l'exploitant. Les trois grands syndicats de Belgique – FGFB (socialiste), CSC (chrétien) et CGSLB (libéral) – ont appelé à une journée d'action pour dénoncer les projets de la coalition gouvernementale encore en négociation au niveau fédéral, qui est selon eux déterminée à « s'attaquer » aux retraites.

Une manifestation est prévue dans la matinée à Bruxelles. « Personne ne le conteste dans les cinq partis (qui négocient depuis sept mois, ndlr). Il y a trois milliards minimum d'économies qui sont prévues sur les pensions », a affirmé à la radio RTBF la secrétaire générale de la CSC, Marie-Hélène Ska. « Cela concerne en

particulier les cheminots et un certain nombre de catégories de la fonction publique qui ont aujourd'hui la possibilité de partir un peu plus tôt à la retraite », a-t-elle ajouté. Sur le réseau des chemins de fer belges (SNCF), seul un train sur trois reliant les grandes villes était en circulation, tandis que les transports urbains ou interurbains des régions de Bruxelles et de Wallonie (sud francophone) étaient aussi très perturbés. Le monde enseignant est également mobilisé, notamment en Flandre (nord néerlandophone) car les entités fédérées qui ont compétence sur l'enseignement prévoient également de réduire le montant des retraites, selon les syndicats.

Agences

Recette du jour



**CRÊPES SALÉES
POULET,
CHAMPIGNON
ET BÉCHAMEL**

Ingrédients pour 4 personnes:

- 4 crêpes complète
- 5 grand champignons de paris coupé en carré
- 1/2 blancs de poulet coupé en carré
- 1 gousse d'ail
- 1/2 oignons
- 1 cuillère à soupe d'huile
- sauce béchamel*
- Fromage rapée
- beurre
- sel, poivre, curcuma

INGRÉDIENTS pour la sauce béchamel

- 50 gr de beurre
- 50 gr de farine

- 1/2 litre de lait
- sel, poivre, muscade

PREPARATIONS

Commencer par mariner le poulet; dans une jatte mélanger le poulet, l'huile, sel, poivre et curcuma, ainsi que la gousse d'ail ainsi que l'oignons coupé grossièrement. Réserver au frais minimum 1h.

Dans une casserole, mettez à fondre une cuillère à soupe de beurre. Ajoutez ensuite les champignons coupé en carré. Salé et poivré. Quand ils sont cuit les retirer de la casserole. Si

il vous avez un jus de champignon ne jeter rien laissez le dans la casserole qui servira à préparer notre béchamel.

Pour la béchamel ; Ajouter le beurre dans la casserole qui nous a servis à cuire les champignons. Lorsque le beurre à totalement fondue, ajouter ensuite la farine d'un seul coup, Bien mélanger jusqu'à obtention d'un jolie roux. Ajouter le lait froid tout en mélangeant énergiquement. Salé, poivrer et ajouter un peu de noix de muscade fraîchement râpée. Réserver votre béchamel

Dans une poêle, faite cuire votre poulet. Réserver.

Pour le montage ; placer une crêpe dans votre poêle à crêpe et allumer à feux doux.

Verser un peu de béchamel Ajouter un peu de champignon

Ajouter le fromage Et enfin ajouter le poulet. Terminer avec un peu de béchamel avant de replier les bords.

Gâteau du Jour

DZIRIETTES

Ingrédient :

- Pour 45 pcs (de belle taille à l'algéroise)
- 1 pâte de base pour 500 g farine
- 1 pâte aux amandes
- le zeste de 4 citrons
- 1 kg de mi

Préparation :

- préparez votre pâte et farce la veille
- roulez votre farce en boules, comme ça vous aurez une idée d'une nombre exacte que vous aurez.
- passez vos bandes de pâte dans la machine au 2, 4, 6 et 8.



- découpez des ronds de 8 cm de diamètre sur un plan bien fariné.
- posez sur chaque rond une boule de pâte et aplatissez-la très légèrement avec la paume de la main
- pincez tout le contour du gâteau une première fois
- dès que vous faites le tour, recommencez en pinçant et poussant légèrement vers le centre (pincez par cotés opposés)
- faite cuire 25-30 min dans un four préchauffé à 180°, elles doivent colorer
- Passez-les dans le miel directement après cuisson.
- Vous pouvez décorer d'une moitié d'amande à plat ou avec des fleurs de pâte
- Vous pouvez aussi passer de la gelée sur la surface pour donner un côté brillant
- Le secret pour réussir vos dziriettes est de les faire et refaire tant que possible appart ça il n'y a aucun secret

Conseil du jour

Comment calmer le mal de dent?

- 1) Rinçage à l'eau salée.
- 2) Ail.
- 3) Feuilles de goyave.
- 4) Pâte de gingembre-Cayenne.
- 5) Vinaigre de cidre de pomme.
- 6) Bicarbonate de soude.



Le saviez-vous?



Symptôme du côlon irritable:



- 1 Constipation.
- 2 Aire de spasme.
- 3 Intestindistendu.
- 4 Diarrhée.
- 5 Mal au ventre et au dos en même temps.
- 6 Une perte de pods inexplicquée.
- 7 Une sensation de tés grande fatigue.

Bon à savoir !

Les sources de magnésium
On trouve du magnésium dans de nombreux aliments



Astuce du jour:

Comment atténuer le goût du chou ?

-Mettez quelques croûtons de pain: Lors de la cuisson du chou, ajoutez quelques croûtons de pain. Le pain absorbera le goût indésirable. À défaut de pain, vous pouvez aussi vous servir de lait. Ajoutez-en une petite quantité dans l'eau de cuisson. Adieu l'amertume du chou !

Il faut seulement ajouter quelques gouttes de jus de citron dans l'eau de cuisson. Le goût sera atténué. Vous pouvez même ajouter un peu de sucre pour neutraliser le goût un peu amer.



CITATION DU JOUR

« Emploie bien le temps de ta jeunesse, c'est sur quoi repose ton bonheur futur. »

Le Courrier

Quotidien national d'information
Edité par l'Eurl Millénium Presse

Siège social :
Maison de la presse Kouba - Alger
R.C. : N° 01 B 00 151 30
Compte bancaire :
BNA Zirout Youcef N° 300 101 600

Directeur de la publication-gérant :
Ahmed TOUMIAT
Administration-publicité :
Tél. / Fax. : 023 70 94 27
Rédaction :
Tél. : 023 70 94 35
023 70 94 22
023 70 94 30
023 70 94 31
Fax. : 023 70 94 26
Composition :
PAO Le Courrier d'Algérie

« POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER A : l'Entreprise Nationale de communication, d'Édition et de Publicité »
Agence ANEP : 01, Avenue Pasteur Alger.
Téléphone : 020-05-20-91 / 020-05-10-42
Fax : 020-05-11-48/020-05-13-45 / 020-05-13-77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Impression :
- Centre : SIA - Est : SIE
- Ouest : SIO
Nos bureaux régionaux
Tizi Ouzou :
3, Rue Capitaine Si Abdellah, immeuble Belhocine
Tél./Fax. : 026 20 20 66
Oran : 6, avenue Khedim Mustapha
Tél. / Fax. : 041 39 45 73
Bouira : Rue Gherbi Guemraoui - Immeuble Kheerouf -Bouira. **Tél. / Fax. :** 026 94 20 76

Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

Le Courrier d'Algérie informe ses lecteurs du changement de ses adresses électroniques et leur communique les nouvelles :
lecourrierdalgerie@yahoo.fr
redaction_courrier@yahoo.fr

SUR UN SITE ANTIQUE D'IRAK

Reconstitution des "trésors de Mésopotamie" détruits par l'EI

Sur le site de Nimrod, joyau de l'empire assyrien en Irak, des archéologues ont retrouvé des dizaines de milliers de fragments, vestiges d'un palais antique détruit par les jihadistes. Un défi colossal les attend: recoller bas-reliefs et sculptures d'animaux mythiques.



Ph: DR

Après sa montée en puissance en 2014, le groupe Etat Islamique (EI) a pris possession de Nimrod, où ses combattants ont pulvérisé temples et palais à une trentaine de kilomètres de Mossoul, ancienne capitale jihadiste dans le nord de l'Irak. Quelque 500 bas-reliefs et dalles de toutes tailles ont ainsi volé en éclats, ainsi que plusieurs lamassu, ces fabuleux taureaux ou lions ailés à face humaine qui ornaient le palais du roi assyrien Assurnasirpal II, vieux de près de 3.000 ans.

Grâce à des fouilles minutieuses, plus de 35.000 fragments ont déjà été collectés par les archéologues sur ce site que l'Irak envisage de faire inscrire à la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO. "A chaque fois qu'on retrouve un morceau et qu'il est remis à sa place originelle, c'est comme si on faisait une nouvelle découverte" archéologique, confie à l'AFP l'expert Abdel Ghani Ghadi, 47 ans. Vu du ciel, les pièces du puzzle commencent à s'assembler. Les fragments appartenant à un

même vestige sont disposés côte à côte, protégés par des bâches vertes.

Malgré l'acharnement des jihadistes, on reconnaît sur un bas-relief Assurnasirpal II aux côtés d'un ange ailé à la barbe richement sculptée de petites bouclettes, une fleur ciselée au poignet. Sur un autre, des prisonniers menottés de régions rebelles domptées par l'armée assyrienne. Couchés sur le flanc, on trouve aussi des lamassu partiellement reconstitués, ainsi que des parois couvertes d'écritures en cunéiforme.

"TRÉSORS DE MÉSOPOTAMIE" "Ces sculptures sont des trésors de Mésopotamie (...). Nimrod, c'est un patrimoine pour toute l'humanité, une histoire qui remonte à 3.000 ans", s'enthousiasme M. Ghadi.

Fondée au XIIIe siècle avant J.C., Nimrod a abrité la deuxième capitale de l'empire assyrien. La cité a connu son apogée au IXe siècle avant J.C., lorsqu'elle était appelée Kalkhu (ou Kalhu). En

2015, des vidéos de propagande de l'EI avaient montré des jihadistes détruire à coups de bulldozer, de pioche ou d'explosifs certains monuments, dont le temple de Nabû, vieux de 2.800 ans et dédié au dieu mésopotamien de la sagesse et de l'écriture. Un carnage semblable à celui perpétré au musée de Mossoul ou à Palmyre, en Syrie voisine. Après la mise en déroute de l'EI en Irak dès 2017, les travaux de réhabilitation à Nimrod ont débuté en 2018, mais ont été interrompus par la pandémie de coronavirus, avant de reprendre en 2023. "Jusqu'à présent, c'est un processus de collecte, de classification et d'identification", explique à l'AFP Mohamed Kassim, de l'Institut des recherches académiques en Irak (TARII). Son organisation a fait le relais avec les archéologues irakiens ayant bénéficié, grâce à des financements américains, de formations de l'institut Smithsonian pour "sauver" Nimrod et préserver ses vestiges. A ce jour, 70% des travaux de collecte ont été effec-

tués dans les ruines du palais assyrien. Il faudra douze mois pour les terminer intégralement avant d'entamer la restauration à proprement parler, une "opération compliquée", reconnaît-il.

RECOLLER LES MORCEAUX

La restauration nécessitera "une expertise étrangère", et "un soutien international", tant "la destruction s'est faite de manière barbare", ajoute-t-il. Un coup porté au coeur "d'un des sites antiques les plus importants de la civilisation mésopotamienne". Nimrod "témoigne de l'art et de l'architecture de la civilisation assyrienne, à un moment où sa production artistique atteignait des sommets", rappelle-t-il.

Fouillée dès le XIXe siècle, Nimrod avait acquis une renommée internationale lorsque d'immenses lamassu furent rapportées au British Museum de Londres, ou au Louvre de Paris. D'autres artefacts venus du site -- où séjourna l'autrice britannique Agatha Christie avec son deuxième mari, un archéologue -- étaient exposés à Mossoul et à Bagdad. En visite à Nimrod, le ministre de la Culture a salué "l'effort difficile" de ses archéologues pour rassembler les pièces brisées, en comparant ce qu'ils avaient sous la main avec "des dessins et des photos". Il rappelle que les destructions rendent pour l'heure impossible le recensement des antiquités volées par l'EI. Pour recoller les morceaux, ses équipes auront besoin "d'expertises supplémentaires" et de "financements", plaide-t-il.

SYRIE

Le musée de Damas rouvre ses portes

Les Syriens ont pu retourner mercredi au musée de Damas, pour la première fois depuis un mois lorsqu'il avait été fermé peu avant l'arrivée au pouvoir des rebelles. Alors que les rebelles menaient une offensive éclair depuis le nord du pays vers Damas, le musée des antiquités avait été fermé le 7 décembre, la veille de la prise de la capitale, par crainte de pillages. "Nous avions fermé les portes en fer du musée lorsque nous avons constaté que la situation devenait instable", a expliqué Mohamed Nair Awad, directeur des antiquités du pays. Dans les premières heures du 8 décembre, jour de la fuite du président Bachar al-Assad, de nombreux soldats et policiers avaient quitté leurs postes et avec l'absence de forces de sécurité devant les institu-

tions publiques, des pillers avaient pu pénétrer dans la Banque centrale, plusieurs ministères et autres établissements publics. M. Awad a précisé que son équipe avait immédiatement contacté les nouvelles autorités dirigées par les islamistes de Hayat Tahrir al-Sham (HTS). "Ils nous ont envoyé un groupe de combattants pour protéger le musée", et celui-ci est resté intact, a-t-il ajouté. Lors de sa réouverture mercredi, Chahanda al-Baroudi, étudiante en archéologie de 29 ans, a fait découvrir le musée à une amie résidant à l'étranger via un appel vidéo sur son téléphone. "Lorsque le régime est tombé, j'ai repensé aux scènes du musée de Bagdad après la chute de Saddam Hussein et j'ai craint de ne plus revoir les antiquités", a-t-elle raconté. "J'ai pleuré en décou-

vrant qu'ici, il n'avait pas été endommagé". Le musée de Bagdad avait été mis à sac par des pillers dans le chaos qui a suivi l'invasion de l'Irak en 2003. Devant le musée de Damas, Iyad Ghanem brandit des pancartes avec d'autres personnes pour demander au nouveau pouvoir de protéger le patrimoine du pays. Certaines pièces du musée datent de plus de 10.000 ans, rappelle-t-il.

La vaste collection du musée comprend des dizaines de milliers de pièces, allant des outils préhistoriques aux sculptures gréco-romaines en passant par l'art islamique. Le musée avait été fermé un an après le début de la guerre civile syrienne, déclenchée par la répression sanglante des manifestations anti-Assad en 2011, pour protéger ses pièces.

PUB

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
ولاية البويرة
دائرة قادرية
بلدية جباجبية
الرقم: 05/2024
وصل تسجيل التصريح بتجديد جمعية محلية
بمقتضى القانون رقم 12/06 المؤرخ في 18 صفر عام 1433 الموافق لـ 12 يناير 2012 المتعلق بالجمعيات، في عام ألفين و أربعة وعشرين و في اليوم الرابع والعشرين من شهر ديسمبر تم تسليم وصل تسجيل التصريح بتجديد الجمعية الدينية
المسماة: الجمعية الدينية لمسجد النور قرية هجينة المقر الاجتماعي: مسجد النور قرية هجينة بلدية جباجبية رئيس الجمعية: قرقوز السعيد تاريخ ومكان الميلاد: 31/01/1983 بعين بسام العنان: قرية هجينة بلدية جباجبية

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
الولاية: البويرة
دائرة: امشدالة
بلدية: امشدالة
إعلان
(طلب تسليم شهادة الحياة العقارية)
ينتهي رئيس المجلس الشعبي البلدي بلدية امشدالة علم كافة المواطنين انه طبقا للمرسوم رقم 91/254 المؤرخ في 27/07/1991 فإن السيد: مباركي سماعيل المولود بتاريخ 21/04/1960 بمشدالة ابن محمد وليام مريم قد قدم عريضة لبلدية امشدالة لتسليم شهادة الحياة العقارية وهذا للعقار التالي: قطعة أرض صالحة للبناء تقع بالمكان المسمى: ايفيغو قرية آث يخلف بلدية امشدالة دائرة امشدالة مساحتها الإجمالية: 1030.00م² تحتوي على بناية من نوع ط+0 مساحتها 170.00م² حدودها كالاتي: الشمال: ملكية مباركي محند اوليلاس، الجنوب: طريق معبد و ملكية و بناية مباركي عماروش ابن قاسي، الشرق: ملكية و بناية مباركي عماروش ابن قاسي و ملكية و بناية مباركي مليكة و ملكية مباركي عماروش ابن قاسي، الجنوب: ملكية و بناية مباركي مصطفى ابن محمد فعلى كل شخص له اعتراض على تحرير هذه الشهادة ان يقدم طعنه الى البلدية في اجل لا يتعد شهرين ابتداء من تاريخ نشر هذا الإعلان في مقر البلدية و في الجريدة

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
ولاية البويرة
دائرة: امشدالة
بلدية: امشدالة
إعلان
(طلب تسليم شهادة الحياة العقارية)
ينتهي رئيس المجلس الشعبي البلدي بلدية امشدالة علم كافة المواطنين انه طبقا للمرسوم رقم 91/254 المؤرخ في 27/07/1991 فإن السيد: عزوز يلقياس المولود بتاريخ 05/02/1968 بامشدالة ابن محمد و عزوز سعدي، قد قدم عريضة لبلدية امشدالة لتسليم شهادة الحياة العقارية وهذا للعقار التالي: قطعة أرض صالحة للبناء، تقع بالمكان المسمى: إيفوفا - قرية بني يخلف - بلدية امشدالة - دائرة امشدالة - مساحتها الإجمالية: 2548.00م²
حدودها كالتالي:
• الشمال: ملكية عزوز يلقياس
• الجنوب: مرتفعات الطريق ثم الطريق الولائي رقم 98
• الشرق: ملكية عزوز يوسف بن حمو
• الغرب: ممر عائلي ثم ملكية عزوز محند بن حداش
فعلى كل شخص له اعتراض على تحرير هذه الشهادة ان يقدم طعنه الى البلدية في اجل لا يتعد الشهرين ابتداء من تاريخ نشر هذا الإعلان في مقر البلدية و في الجريدة.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
ولاية البويرة
دائرة: امشدالة
بلدية: امشدالة
إعلان
(طلب تسليم شهادة الحياة العقارية)
ينتهي رئيس المجلس الشعبي البلدي بلدية امشدالة علم كافة المواطنين انه طبقا للمرسوم رقم 91/254 المؤرخ في 27/07/1991 فإن السيد: عزوز يلقياس المولود بتاريخ 05/02/1968 بامشدالة ابن محمد و عزوز سعدي، قد قدم عريضة لبلدية امشدالة لتسليم شهادة الحياة العقارية وهذا للعقار التالي: قطعة أرض صالحة للبناء، تقع بالمكان المسمى: إيفوفا - قرية بني يخلف - بلدية امشدالة - دائرة امشدالة - مساحتها الإجمالية: 2548.00م²
حدودها كالتالي:
• الشمال: ملكية عزوز يلقياس
• الجنوب: مرتفعات الطريق ثم الطريق الولائي رقم 98
• الشرق: ملكية عزوز يوسف بن حمو
• الغرب: ممر عائلي ثم ملكية عزوز محند بن حداش
فعلى كل شخص له اعتراض على تحرير هذه الشهادة ان يقدم طعنه الى البلدية في اجل لا يتعد الشهرين ابتداء من تاريخ نشر هذا الإعلان في مقر البلدية و في الجريدة.

Mots croisés

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										
11										
12										

HORIZONTALEMENT

1 - Séríciculture - 2 - Foyer - Dix sur dix - 3 - Monnaie - Changement - Astate - 4 - Arbres des forêts tempérées - Bosse - 5 - Le matin - Singe - 6 - Atomes - Non préparés - 7 - Dans la gamme - Samarium - Point de saignée - 8 - Mises au courant - Mélodie - 9 - Lichen - Mot d'enfant - 10 - Meule - Formulées - 11 - Crie sous les bois - Lentille - 12 - Rupture - Obstacle.

VERTICALEMENT

1 - Pernicieux - 2 - Reporte - Beau parleur - 3 - Appareil de lavage - Retors - 4 - Néon - Pièges à poissons - Désigne la matière - 5 - Introduit - Conduit - 6 - Haut-le-cœur - Propager - 7 - Période - Dans le placard - Irlande - 8 - Signe musical - Pressa - Hitlérien - 9 - Symbole précieux - Boîte - 10 - Greffées - Importunés.

Mots fléchés

Décidées	→	Solitaire	→	Moque-ries	→	À la mode	→	Tire du néant	→
Con-strainte	→	Identi-ques	→		→	Anonyme	→	Pronom	→
Le moi	→		→	Etain	→	Fin de participe	→		→
Déployée	→		→	Touchées	→	Foyers	→		→
	→		→		→	Boisson anglaise	→		→
	→		→		→	Visible	→		→
Compo-sants	→		→		→		→		→
Risque	→		→		→		→		→
	→		→	Employer	→		→	Notre-Dame	→
	→		→	Peau-rouge	→		→	Indiffé-rent	→
Secteur postal	→	Peine	→		→	Déplie	→		→
	→	Bouffon	→		→	Temps	→		→
	→		→	Mouche	→		→		→
	→		→	isolé	→		→		→
Bale nipponne	→		→		→	Note	→	Bas de gamme	→
Forme d'être	→		→		→	Préposi-tion	→	Hors de combat	→
	→		→	Étui	→		→	Gomme	→
	→		→	Réfléchi	→		→	Pion	→
Roublard	→		→		→	Chaste	→		→
Caché	→		→		→		→		→
	→		→		→	Cérémon-nials	→		→

Mots masqués

Cette grille masque tous les mots de la liste. Rayez ces mots dans tous les sens, de haut en bas, de bas en haut, de gauche à droite et de droite à gauche, horizontalement, verticalement ou diagonalement. Les lettres restantes vous donneront la solution qui correspond à la définition suivante :

Tranchant (11 lettres)

E	R	D	N	E	G	O	P	N	O	I	S	S	E	R	P	E	R
E	T	A	G	E	N	E	R	N	R	E	R	C	A	S	N	O	C
T	E	R	R	A	C	I	D	I	A	E	S	O	R	U	A	M	A
I	E	O	A	O	A	E	M	R	E	T	E	N	I	E	R	E	N
S	G	S	R	N	L	P	U	P	E	N	A	P	R	R	E	N	R
I	I	N	D	E	U	E	O	D	N	T	T	T	A	U	M	R	O
V	E	I	B	D	I	R	A	E	R	A	N	A	I	R	O	O	C
T	S	I	E	R	T	L	E	A	R	E	I	E	T	O	I	C	E
E	L	N	E	I	I	N	I	E	P	T	T	T	I	N	I	N	
E	T	T	E	F	O	T	I	A	M	E	R	N	E	N	O	L	A
E	N	R	A	R	E	N	E	R	E	I	N	R	O	L	I	N	S
I	E	T	R	R	A	E	R	E	I	S	I	L	I	B	P	N	I
S	S	E	E	E	A	M	N	O	R	D	I	C	E	O	O	E	T
E	E	M	S	I	L	A	D	N	A	V	I	R	R	I	E	E	R
R	A	T	I	E	R	E	M	O	R	T	T	T	S	R	N	I	U
E	E	N	E	I	L	A	V	E	E	E	I	I	O	T	R	E	O
I	E	T	S	E	R	P	E	E	R	E	V	T	E	N	R	A	C
N	E	S	O	M	E	S	O	N	R	E	E	N	I	A	M	E	S

N. B. : une même lettre peut servir plusieurs fois

ALIENE - AMAUROSE - AMER - ANIER - ARRET - BONTE - CARNET - CONSACRER - CORNAC - CORNET - COUR - COURTISANE - ERRONEE - ESTAFILADE - ETAIN - FRIANDISE - GENDRE - GORET - IMPUDENTE - INDELEBILE - INTENTER - INTERIEUR - LIBERTE - LICITE - LICORNE - LISIERE - MARE - MERE - NATATION - NORD - NOSEMOSE - LIVREE - OREE - ORIENTATION - ORNIERE - PARI - PORTIER - PORTIERE - PRESTE - RATIERE - REINE - RENEGAT - REPRESSION - REVELER - SEMAINE - SEREIN - TENTE - TRAITER - VANDALISME - VISA - VISITE - VISION.

Solutions du précédent numéro

MOTS CROISÉS

HORIZONTALEMENT :

1. Géorgiques - 2. Levées - Ute - 3. Êtres - An - 4. Ur - Si - Unit - 5. Qui - Âgée - 6. Usante - Sem - 7. EE - Erra - Le - 8. Sériées - 9. Uvée - Eat - 10. Rite - Serra - 11 - En - Ut - Étal - 12. Soixante.

VERTICALEMENT :

1. Glaucque - Grès - 2. EE - Rusés - Ino - 3 - Ove - la - Eut - 4. Rets - Nerveux - 5. Gériatrie - Ta - 6. Ise - Gérées - 7. Sue - Ae - Tee - 8. UU - Nés - Serte - 9. Étai - El - Ara - 10. Sentimentale.

MOTS FLÉCHÉS

HORIZONTALEMENT :

Arénicoles - Retors - TT - Na ! - léna - N.S - ST - Ute - Âgé - Bête - Été - Dé - Sm - Rentier - Élimé - Sn - G.I - Asti - Trésor - Ue - Ase - Élever.

VERTICALEMENT :

Arrangements - EE - Set - Ré - Ente - Érige - lo - Sb - Émise - Écrite - Ne - Ol - Ose - Tut - Are - Il - Nue - les - État - De - Tué - Ost - Épervier.

MOTS MASQUÉS BUCOLIQUE

Les courses en direct



HIPPODROME BAZER SAKHRA - EL EULMA
MERCREDI 15 JANVIER 2025 - PRIX : NOUNA - PS.AR.NEE
DISTANCE : 1 300 M - DOTATION : 400.000 DA - DÉPART : 15H30
TIERCÉ - QUARTÉ - QUINTÉ

Entre spécialistes du 1 300 mètres

Ce mercredi les pistes de l'hippodrome d'El Eulma sont ouvertes pour quinze chevaux pur sang arabe de la même valeur qui prendront part à ce prix Nouna, qui servira de cadre aux paris tiercé, quarté et quinté. Une épreuve de niveau assez moyenne qui mettra en concurrence des coursiers aux performances sensiblement égales, ce qui nous donne un aperçu sur la valeur des coursiers engagés qui reste équilibrée de par leurs gains, il faut en convenir, et cela en rapport avec la condition du jour où l'on relèvera que tous les chevaux présents ont le même total gain, de ce fait c'est dire si nous sommes confrontés à un véritable dilemme où il faudra faire preuve de perspicacité afin de pouvoir confectionner des lignes de jeux fiables qui puissent un tant soit peu nous guider vers la combinaison gagnante qui risque d'être explosive.

LES PARTANTS AU CRIBLE

1. MALIK EL HIDHAB. Ce protégé de la grande écurie de S. Berrah reste sur une belle victoire après son retour sur les pistes, après un long repos, il visera cette fois le sommet du podium.

2. KIRTA. En méforme totale.

3. ZAHRAANE. Vu ses dernières sorties en dent de scie, ce cheval de 7 ans risque encore de trouver des difficultés dans cette condition.

4. STAR OF ALGERIA. Ce magnifique coursier reste toujours dans l'argent durant ce meeting et même le précédent, une place lui est réservée sur le podium.

5. TADJ EL HADJ. Ce vieux mâle de 11 ans, cette fois est bien piloté par un jockey efficace et entraîné par un entraîneur qui a le savoir-faire.

PROPRIÉTAIRES	N°	CHEVAUX	JOCKEYS	PDS	CDS	ENTRAÎNEURS
S. BERRAH	1	MALIK EL HIDHAB	CH. ATTALLAH	58	10	PROPRIÉTAIRE
M. BECHAIRIA	2	KIRTA	AB. ATTALLAH	57	6	PROPRIÉTAIRE
A. TAIEB	3	ZAHRAANE	B. GACEM	57	14	B. GACEM
S. ALLIA	4	STAR OF ALGERIA	S. BENYETTOU	57	8	LZ. KHADRAOUI
S. DAHDOUH	5	TADJ ELHADJ	F. CHAABI	57	2	TF. BENYETTOU
HARAS EL HANIA	6	CHAHD	H. RAACHE	57	3	PROPRIÉTAIRE
ML. ZAABOUB	7	SAIDA DE QUEZAC	O. CHEBBAH	56	9	PROPRIÉTAIRE
K. MAHOUR BACHA	8	ZAIM AL MADJD	JJ : MA. AIDA	56	11	MED. HAMIDI
M. MAGHDAD	9	HAK EL FAWZ (0)	CH. CHAABANE	56	1	R. MABKHOUTA
H. SAFSAF	10	HATARANE	A. HEBRI	56	4	KH. DOUKHI
ME. DOUKHI	11	VAHISSANE	MS. AIDA	55	13	MED. HAMIDI
B. NAIDJA SAHRAOUI	12	FAKHER	A. HAMIDI	55	7	PROPRIÉTAIRE
L. ZAABOUB	13	KAISARA	SF. BOUHOUCHE	54	15	PROPRIÉTAIRE
K. SALHI	14	VIDJALA	B. BERRAH	54	5	B. BERRAH
ABH. DEKHOUCHE	15	JAOUHARATE AL MADJ	AP : S. ATTALLAH	53	12	S. ATTALLAH

6. CHAHD. Méfiance, cette fois il peut créer la surprise.

7. SAIDA DE QUEZAC. Cette femelle a repris les courses par une belle victoire après un arrêt de plus de six mois, elle jouera les premiers rôles.

8. ZAIM AL MADJD. Confié toujours au jeune jockey Aïda après un beau accécit, ce mâle gris aura la chance de figurer parmi les cinq premiers.

9. HAK EL FAWZ. Méfiance, il ne fera pas le déplacement pour rien de Djelfa. Il peut créer un exploit dans cette épreuve.

10. HATARANE. Au-dessous du lot.

11. VAHISSANE. À revoir.

12. FAKHER. Sa tâche sera difficile dans ce lot de chevaux.

13. KAISARA. Barrée en théorie

14. VIDJALA. Ses chances sont très minimes dans cette course.

15. JAOUHARATE AL MADJ. Toutes ses dernières sorties durant le meeting précédent en dent de scie, risque encore de trouver des difficultés.

DANS LE CREUX DE L'OREILLE MON PRONOSTIC

1. MALIK EL HIDHAB - 7. SAIDA DE QUEZAC - 4. STAR OF ALGERIA - 8. ZAIM EL MADJD - 9. HAK EL FAWZ

LES CHANCES

6. CHAHD - 5. TADJ EL HADJ

Le ksar de Tafilalt de Ghardaïa parmi les lauréats des prix mondiaux de l'Habitat

La fondation "Amidou" de Béni-Isguen (Ghardaïa) a remporté la médaille de bronze des prix mondiaux de l'habitat "World Habitat", en partenariat avec l'ONU-Habitat, pour la réalisation de son projet du ksar Tafilalt Tajdit (nouveau Tafilalt), a appris lundi l'APS auprès des responsables de la fondation "Amidou" initiatrice du ksar. Ce prix a été attribué jeudi dernier à la fondation pour la réalisation de son projet innovant, un ksar bioclimatique de 1.050 logements s'étendant sur 22 hectares, sur un espace rocaillieux dans le sud Algérien (600 km d'Alger), selon des normes architecturales et bioclimatiques alliant architecture et développement durable, avec un intérêt particulier pour la préservation de l'environnement et le cadre de vie, a expliqué Dr.Ahmed Nouh, président de la fondation Amidoul.

Le ksar en question est un projet innovant de logements abordables, édifié en plein Sahara algérien en combinant des techniques de construction traditionnelles avec des ajustements contemporains, afin de s'adapter à une vie communautaire harmonieuse avec le désert et en impliquant les résidents dans la gestion de leur cité, a expliqué M.Nouh.

Pour l'initiateur du projet, ce projet est devenu un modèle et une référence en matière de préservation du patrimoine architectural alliant la modernité, le confort de vie et la bioclimatique ainsi que l'écologie, tout en utilisant les matériaux de construction locaux.

Dans le respect de la tradition d'entraide, la fondation Amidoul a mis en place un développement communautaire égalitaire, une approche qui, en impliquant activement les résidents dans la conception et la gestion du lieu, favorise un profond sentiment d'appartenance et de propriété.

Le ksar (projet lancé en 1997 et inauguré en 2006) répond aussi aux défis du changement climatique en intégrant des caractéristiques d'efficacité énergétique et de durabilité environnementale.

Il utilise des matériaux locaux écologiques, applique des techniques de refroidissement passif et inclut la plantation d'arbres.

Le ksar de Tafilalt avait déjà obtenu le premier prix de la ligue arabe de l'environnement en 2014, le 1er prix de ville durable suite à un vote des internautes intitulé "Coup de cœur des internautes City" en 2016, ainsi que le premier prix international "Energy globe national Award 2020" délivré par une fondation autrichienne avant d'obtenir un certificat "Energy Global World Award 2023", a affirmé M. Nouh.

POUR TRAFIC DE DROGUES ET DE PSYCHOTROPES

12 mis en cause placés en détention provisoire à Alger

Le parquet de la République près le tribunal de Sidi M'hamed à Alger a annoncé le placement en détention provisoire de douze mis en cause pour possession et acquisition aux fins de vente, de stockage, de distribution et de transport de drogues et de psychotropes et de blanchiment d'argent dans le cadre d'un groupe criminel organisé, a indiqué un communiqué du parquet de la République près le même tribunal.

Selon la même source, «en application des dispositions de l'article 11 du code de procédure pénale, et dans le cadre de la lutte contre les crimes liés à la drogue, aux psychotropes et au blanchiment de leurs revenus criminels, le pôle pénal spécialisé a traité deux affaires relatives à la saisie, dans les villes de



Bordj Ménaïel et de Birkhadem, d'une quantité totale de drogue, de type cannabis, estimée à 224,16 kg, ainsi qu'une quantité de cocaïne et de psychotropes, et 422.780 gélules, outre dix véhicules, 174,75 g d'or et des sommes d'argent en monnaie nationale ». Le même communiqué a

précisé que, «l'enquête préliminaire, menée par le service territorial d'investigation judiciaire d'Alger et le Service central de lutte contre le trafic illicite de stupéfiants (SCLTIS), s'est soldée par l'arrestation de treize individus, qui ont été présentés devant le parquet de la République près le tribu-

nal de Sidi M'hamed les 9 et 13 janvier derniers suite à quoi une information judiciaire a été ouverte à leur rencontre pour les délits de possession, acquisition aux fins de la vente, de stockage, de distribution et de transport de drogues et de psychotropes dans le cadre d'un groupe criminel organisé, outre le crime d'importation illicite de drogues et de psychotropes et le délit de blanchiment d'argent par accoutumance dans le cadre d'un groupe criminel organisé». À l'issue de l'interrogatoire, le juge d'instruction a ordonné le placement de douze mis en cause en détention provisoire et d'un autre sous contrôle judiciaire, a conclu la même source.

L. Zeggane

Deux morts et 192 blessés sur les routes en 24 h

Deux personnes sont décédées et 192 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation enregistrés au cours des dernières 24 heures à travers plusieurs wilayas du pays, indique mardi un communiqué de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de M'Sila avec un mort et 9 blessés suite à une collision entre deux véhicules légers, précise la même source. Par ailleurs, les éléments de la Protection civile sont intervenus pour prodiguer des soins de première urgence à 34 personnes intoxiquées par le monoxyde de carbone émanant d'appareils de chauffage et chauffe-eau à l'intérieur de leurs domiciles respectifs dans les wilayas de Ghardaïa, Mila, Souk Ahras, El Bayadh, Constantine, Annaba, Blida et Batna. Suite aux intempéries qui touchent plusieurs régions du pays, les équipes de la Protection civile sont intervenues pour dégager 9 véhicules avec 25 personnes à bord, coincées par la neige à Tala Guilf dans la wilaya de Tizi-Ouzou et ont également procédé à l'épuisement des eaux pluviales dans la wilaya d'El-Tarf, ajoute la même source.

Mise en échec d'une tentative de harka à Tlemcen

Les services de police de Tlemcen ont déjoué une tentative d'émigration clandestine par mer et arrêté quatre individus, a indiqué, hier, un communiqué de la cellule de communication de la Sûreté de wilaya. L'opération, menée par les éléments de la brigade de lutte contre le trafic de migrants et la traite d'êtres humains, relevant du service de wilaya de la police judiciaire, a été menée sur la base d'informations indiquant qu'un groupe d'individus



s'apprêtait à organiser une traversée clandestine par mer, selon la même source. Menée en coordination avec les autorités judiciaires compétentes, l'opération

a permis l'arrestation des membres de ce réseau criminel composé de quatre individus, ainsi que la saisie d'équipements de navigation, comprenant une embarcation pneumatique, un moteur, deux réservoirs pour le moteur, une boussole et deux jerricans

de carburant, selon le document. Les domiciles des suspects ont également été perquisitionnés et une quantité de comprimés et de substances psychotropes, ainsi qu'une petite balance portant des traces de drogue dure "cocaïne", ont été saisies, a ajouté la même source. Les individus arrêtés ont été présentés devant les instances judiciaires compétentes pour tentative de trafic de migrants, détention et consommation illicites de substances psychotropes, vente illégale de psychotropes et de drogue dure "cocaïne", a-t-on conclu.

L'établissement pénitentiaire de Koléa remporte la Coupe d'Algérie de football des détenus

L'équipe de l'établissement pénitentiaire de Koléa (Tipasa) a été sacrée, lundi, championne de la 12^e édition de la Coupe d'Algérie de football des détenus après sa victoire contre son homologue de l'établissement pénitentiaire de Bousaâda, sur un score de 2-1. La finale de cette Coupe d'Algérie s'est déroulée au stade de l'établissement pénitentiaire de Koléa, après un mois de compétitions entre 60 équipes, représentant des établissements pénitentiaires des quatre coins du pays. Dans son allocution à la clôture de cette compétition, le directeur général de l'administration pénitentiaire et de réinsertion, Essaid Zreb, a réitéré l'importance de ce type d'initiatives "dans la préparation psychologique et intellectuelle des détenus et son impact positif sur la politique de réinsertion". " Cette manifestation vise à développer et à promouvoir l'activité sportive en milieu carcéral en coordination avec le ministère des Sports et les acteurs de la société civile ", a-t-il ajouté.

EXPRESS- HISTORIQUE

Les 3 vœux (21)

À un certain moment, ils firent une pause pour se remettre de leurs efforts intenses.

Surpris par la remarque de sa femme, le vieil homme répondit...

À l'écoute de l'injonction de son mari, la vieille femme s'emporta une fois de plus !

C'est une punition méritée pour tes actes !

Cesse donc tes absurdités et utilise ton dernier vœu pour me libérer !

Jamais de la vie ! Je préfère mourir plutôt que de gâcher le dernier vœu pour toi !

à suivre

AUX POINGS

«Air Algérie envisage d'élargir son réseau en ouvrant de nouvelles lignes internationales, notamment vers les aéroports d'Abuja (Nigeria) et d'Amsterdam (Pays-Bas), outre deux autres vols vers l'aéroport de Stansted à Londres (Royaume-Uni). Cette initiative s'inscrit dans le cadre de l'opération de modernisation de la flotte qu'entreprend actuellement la compagnie, conformément à sa stratégie visant à proposer des options de voyage plus flexibles et pratiques à tous les voyageurs et à améliorer leur expérience de voyage»

Hamza Benhamouda, PDG d'Air Algérie

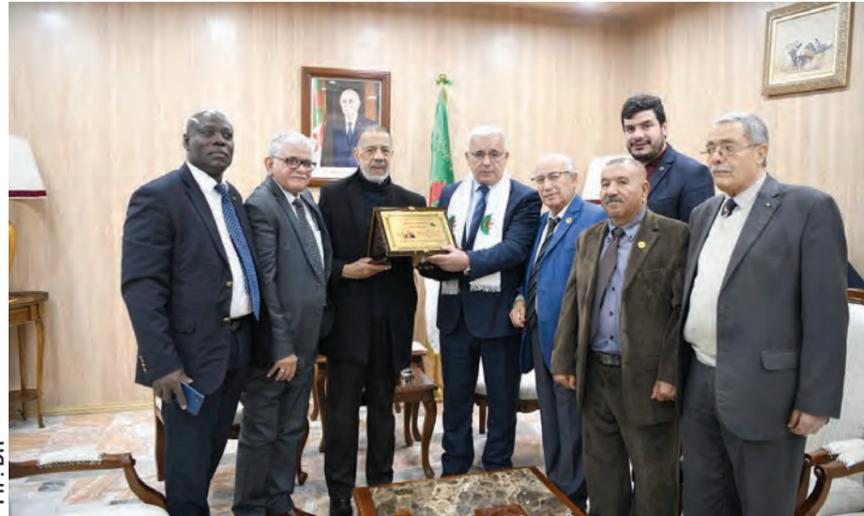


CONDUITE PAR SON PRÉSIDENT, ABDELKRIM ABIDAT

Boughali reçoit une délégation de la Fondation des anciens parlementaires

La Fondation algérienne des anciens parlementaires prend de plus en plus de place dans le paysage institutionnel et médiatique national. Les objectifs assignés à la mission de la FAAP, comme celui de consolider le front intérieur et tels qu'ils ont été mis en avant, il y a quelques semaines au forum du Courrier d'Algérie, participent à l'ascension de la Fondation.

Dans ce cadre, le président de l'Assemblée populaire nationale, Brahim Boughali a reçu, lundi, le président de la FAAP, Abdelkrim Abidat, ainsi que la délégation l'accompagnant, a indiqué un communiqué de la chambre basse du Parlement. Lors de cette rencontre qui s'est déroulée en présence du vice-président de l'APN, Zouhir Nasri, Boughali a indiqué que le règlement intérieur de l'As-



semblée était presque "fin prêt", ajoutant que le débat de ce dernier "se fera dans le cadre des dispositions de la Constitution de 2020, car constituant un pas important dans le processus des réformes parlementaires, mais aussi une consécration du rôle

de l'APN, en tant qu'institution constitutionnelle dans la promotion de l'action démocratique et institutionnelle". Le président de l'APN a également réitéré son engagement à "consacrer de nouvelles traditions traitant les parlementaires, anciens et actuels, sur le même pied d'égalité, pour bénéficier de diverses prestations notamment dans le cadre des accords signés entre l'APN et certains organismes et établissements nationaux", lit-on dans le communiqué. De son côté, M. Abidat a présenté "un aperçu du règlement intérieur de l'association créée en vertu de la loi n° 06/12", relevant que ses objectifs visaient à "servir l'intérêt général, à exploiter le capital intellectuel et les expériences des anciens parlementaires" mais aussi à "soulever leurs préoccupations et à les réunir, dans le cadre de rencontres périodiques, en vue d'échanger les expériences avec d'autres associations parlementaires similaires issues de pays amis et frères", a conclu la même source.

Il convient de rappeler que la FAAP avait été reçue, le 28 novembre dernier, par le président du Conseil de la nation, Salah Goudjil, qui avait souhaité la bienvenue à ses invités en leur exprimant ses remerciements et ses vœux de réussite.

F.G.

FABRICATION DE PRODUITS RADIO-PHARMACEUTIQUES Saïdal signe un accord avec le COMENA

Le Commissariat à l'énergie atomique (COMENA) et le Groupe « Saïdal » ont signé, un accord de coopération portant sur la production et la fabrication locale de produits radiopharmaceutiques, visant à pallier le manque de ce type de produits utilisés dans le diagnostic et le traitement de plusieurs maladies incurables.

Selon cet accord, Saïdal fournira des produits radiopharmaceutiques à des fins de diagnostic dans un délai d'une année, et mettra à disposition les produits à usage thérapeutique après une année et demie de la signature de cet accord stratégique qui s'inscrit dans le cadre du développement de la médecine nucléaire en Algérie. S'exprimant à cette occasion, le ministre de l'Énergie Mohamed Arkab a souligné que ce partenariat s'inscrit dans le cadre de «la mise en œuvre de la vision du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui a fait de ce domaine une priorité nationale, à travers ses orientations émises le 5 février 2023, visant à encourager l'investissement dans les technologies et applications nucléaires à usage médical ». Cet accord constitue, «une étape décisive pour concrétiser notre objectif national visant à

mettre la science et la technologie au service de la santé publique et du développement durable », a-t-il poursuivi. Il s'agit, a-t-il souligné, d'une démarche à même de «garantir la production nationale d'isotopes médicaux nécessaires pour la médecine nucléaire » par le COMENA, d'autant que cet objectif constitue « un pilier pour notre souveraineté en matière de produits radiopharmaceutiques ». «Compte tenu de son expérience et ses connaissances en matière d'industrie pharmaceutique, le Groupe Saïdal assurera la commercialisation de ces produits vitaux », a précisé Arkab, indiquant que cet accord ouvrira des perspectives prometteuses, en contribuant au renforcement de «l'autonomie de l'Algérie dans le domaine de la Santé, en développant une industrie pharmaceutique compétitive et durable et en mobilisant l'innovation scientifique et les capacités industrielles nationales ».

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Sifi Ghrieb a, de son côté, précisé que l'accord signé s'inscrivait dans le cadre du plan de développement stratégique de Saïdal dans le domaine de la production des produits radiopharmaceutiques

pour répondre aux besoins nationaux. Il a en outre fait savoir que ce partenariat couvrait plusieurs aspects, notamment «la radioprotection comprenant les étapes de production, de manutention, de stockage et de transport des produits radiopharmaceutiques et l'échange d'informations dans un cadre transparent en conformité avec les lois nationales et internationales».

Il est prévu également la création d'un comité de pilotage conjoint chargé de définir, de contrôler et d'évaluer les activités de coopération entre les deux parties, a fait savoir le ministre, ajoutant que la formation entre les deux parties sera renforcée au profit des acteurs du domaine pour la protection contre les radiations et la promotion des bonnes pratiques de fabrication.

L'accord signé ouvre également la voie à la réalisation, à court terme, de projets stratégiques entre les deux ministères, en vue de «renforcer l'effort industriel national, notamment la mise en place d'un réseau national d'accréditation et de conformité, ainsi qu'un réseau de reproduction industrielle avec le ministère de l'Énergie ». Ces projets seront annoncés « prochainement », a-t-il dit.

Sarah O.

LA CGEA ENGAGÉE À DEVELOPPER LE PAYS :

« Notre plan quinquennal est adapté au programme de l'État »

La Confédération générale des entreprises algériennes a exprimé son engagement à participer aux efforts de développement suivant le programme tracé par l'État, et ce après l'élection d'un nouveau bureau national.

S'exprimant lors d'une conférence de presse organisée à Alger pour la présentation du nouveau bureau national et de son plan d'action, le président de la CGEA, Nacer Berkani a affirmé que «le plan d'action de la Confédération pour les cinq années à venir, permettra de contribuer à la relance du développement, suivant le programme tracé par l'État, notamment en ce qui concerne le soutien aux start-up». M. Berkani, a souligné, en outre, que «son organisation est attachée aux valeurs nationales novemberistes et à la ligne nationale, en y contribuant de manière efficace, selon les exigences de l'intérêt national», y compris «les défis que le président de la République s'est engagé à relever, pour concrétiser les aspirations des citoyens, ce qui permettra à la CGEA, poursuit-il, de «s'ériger en partenaire économique efficient voire une force de proposition pour les Pouvoirs publics, dans l'objectif de booster l'économie nationale et réaliser le développement durable», a-t-il fait savoir. Rappelant les objectifs de la CGEA, consistant à «réunir les entreprises algériennes et à s'acquitter du rôle de partenaire social pour les entreprises, en leur conférant un caractère professionnel, dans le cadre des lois et des réglementations», ce dernier s'est félicité du nouveau Code sur l'investissement qu'il a qualifié de «pas important», en la matière. À son tour, le secrétaire général de la CGEA, El Mahfoud Megateli, a indiqué que «le nouveau plan d'action portait sur l'encouragement de l'investissement, de la production et de l'exportation, conformément aux objectifs tracés pour le second mandat du président de la République, lesquels revêtent un caractère économique», a noté la source.

L. Zeggane

SOUS-RIRE

Les Emirats Arabes Unis annoncent la réouverture de leur ambassade au Liban

